

impac

• automne 2021
CPPAP : 0715 S 07535
186
• 2,50€

**ORGANISATION INTERNATIONALE
DU TRAVAIL / PAGE 10**
Questions à
Bernard Thibault

FILIÈRE PAPIER / PAGE 16
Papeterie de Bègles,
un projet citoyen
pour la reprise

**DOSSIER SPÉCIAL FORUM
DU JOURNALISME / PAGE 31**
Journalistes, citoyens,
tous ensemble !



GÉNÉRALISONS L'OFFENSIVE SOCIALE

PAGES 4-8 > GRAND FORMAT

impac /186* sommaire



4/8



33/47
Dossier spécial



10 22



16/18

GRAND FORMAT pages 4-8

Généralisons l'offensive sociale

SYNDICALISME ET INTERNATIONAL

pages 10-12

OIT / Élargir les moyens et les prérogatives de l'organisation

SYNDICALISME page 14

Le syndicalisme en débat

SOCIÉTÉ page 15

Réflexion sur la violence

UFR page 16

Ensemble : et de 100 !

FILIÈRE PAPIER pages 18-20

Papeterie de Bègles, un projet citoyen pour la reprise

BRÈVES MONDE pages 22-23

LIVRE page 24

Un des nôtres

SOUVENIR page 26

Fusillés de Châteaubriant
Adieu mon gars !

JUSTICE page 28

Et à la fin, c'est Alice
qui gagne !

HOMMAGE pages 29-31

Disparition de Laurent Bouyrie
Notre camarade Josué Thibout
nous a quittés

BILLET D'HUMEUR (mauvaise...)

page 32

Dès qu'il s'agit de rosser
les cognes...

DOSSIER SPÉCIAL FORUM DU JOURNALISME

pages 33-47

Journalistes, citoyens, tous ensemble !

Un forum qui nous galvanise
Questions et débats

En coulisses

"Nous ne sommes pas seuls"

Robot rédacteur, une idée à la...

Vous avez la parole

Un métier désenchanté

Le web n'est qu'un support

3 questions à François de

Monès, cofondateur de

La Disparition

Menaces sur l'investigation

Ensemble, défendons la presse

Instantanés de forum...



* L'Impac 186 après le 187, vraiment ?

L'Impac 186 était en cours de réalisation lorsque l'urgence et l'importance du Forum du Journalisme nous a contraints à lui apporter toute l'attention requise pour une publication spéciale numérotée 187. Nous prions les adhérents de la FILPAC de bien vouloir nous pardonner ces désordres rédactionnels.

impac n°186 - automne 2021 - CPPAP 0715 S 07535

Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : Patrick Bauret

Ont participé à ce numéro : Gilbert Bonhomme, Mario Ciona, Jérémie Demay, Jacques Dimet, Anne Duvivier, Christian Langeois, Pascal Lefèbvre /

Coordination : Pascal Le Boulc'h, Pascal Lefèbvre / Maquette, direction artistique : Frédéric Joffre /

Correction : Anne Duvivier, Philippe Zirn / Photos : FILPAC CGT, Stock, D.R. / Illustrations : Rust /

filpac cgt : case 426 - 263, rue de Paris - 93154 Montreuil Cedex - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr -

Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.



La FILPAC CGT respecte les règles de triage ecocitoyen pour toutes ses publications



L'issue à la crise : l'augmentation urgente des salaires !

 PATRICK BAURET,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Rarement la question sociale, et celle des salaires en particulier, a été autant au centre des débats d'une élection présidentielle. La question salariale et celle de l'amélioration des conditions de travail reviennent en force, avec une reprise de l'inflation des biens de première nécessité, après une période de gel des salaires de plusieurs années, et des mois d'activité partielle, liés à la crise sanitaire.

L'aspiration des travailleurs et de la jeunesse à changer de monde, à ne plus revenir à celui d'avant, est plus forte que jamais. Les grèves et les mobilisations pour revendiquer des augmentations de salaire ont rarement été si nombreuses, y compris dans des entreprises qui jusqu'à présent n'étaient pas des fiefs de la contestation sociale... Le patronat, conscient des changements systémiques possibles par une mobilisation de grande ampleur, tente par tous les moyens de dévoyer cette offensive irréprouvable.

En particulier, en mettant en scène le facho de service, Zemmour, pour distiller la haine et ses théories abjectes, espérant ainsi orienter la gronde sociale vers de sombres horizons.

Ultime argument des vassaux du patronat, Péresse et consorts, le couplet maintes fois ressassé des fameuses « charges sociales » qui ne permettraient pas d'augmenter les salaires.

Mais ce qu'ils appellent « charges sociales », c'est notre salaire, pas celui qui nous permet de payer tous les mois nos charges, mais celui que nous percevons quand nous sommes en arrêt maladie ou en accident de travail, qui finance le congé maternité, le même qui nous garantit de percevoir encore une retraite, qui nous indemnise quand nous sommes au chômage, qui nous assure un amortisseur social (activité partielle payée à 100 % par exemple) durant la crise sanitaire, en un mot c'est notre Sécurité sociale !

Qu'elles soient patronales ou salariales, ces cotisations sociales préservent chacune et chacun d'entre nous de l'exclusion quand un accident de la vie nous frappe. Elles nous évitent de nous retrouver comme ces dizaines de millions de travailleurs américains et leurs familles qui, sans une assurance privée qui leur coûte les yeux de la tête, sont condamnés à ne pas pouvoir se soigner, à ne pas avoir de retraite, à accoucher et perdre son emploi, etc.

En augmentant de manière importante les salaires avec un Smic à 2 000 euros brut, nous nous garantissons l'avenir de notre Sécurité sociale et une vie plus décente.

« Impossible », ils disent ! Mais, les 70 milliards de gains supplémentaires de Bernard Arnault durant la crise du Covid, c'est possible... L'explosion des dividendes en 2020 et 2021 des sociétés du CAC 40, c'est possible... Les 13 000 milliards d'évasion fiscale des plus riches de cette planète, dont 120 milliards chaque année pour les ultra-riches français, c'est possible !

L'argent existe à profusion, il est issu de la richesse créée au quotidien par les travailleurs, et captée par une minorité de possédants.

Alors oui, c'est possible d'augmenter notre salaire, dans sa globalité, avec toutes les cotisations sociales, c'est-à-dire notre salaire indirect !

C'est non seulement possible mais c'est urgent pour des millions de familles, c'est urgent pour notre Sécurité sociale et nos services publics, c'est urgent pour sortir de la crise !

“

L'argent existe à profusion, il est issu de la richesse créée au quotidien par les travailleurs, et captée par une minorité de possédants.

”



GÉNÉRALISONS L'OFFENSIVE SOCIALE

 PASCAL LEFÈVRE,

SI CERTAINS BONS PENSEURS LIBÉRAUX PENSAIENT AVOIR MIS SOUS CLOCHE LA QUESTION SOCIALE, LES REVENDICATIONS D'UNE AUGMENTATION FORTE DES SALAIRES, DE L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL, CONNAISSENT UN REGAIN EXPLOSIF.

L'inflation des prix de l'énergie cristallise un décrochage du niveau de vie des travailleurs, elle n'est qu'un prétexte à l'expression d'un mécontentement social profond qui couve depuis des années.

La précipitation du gouvernement à déclencher une prime ridicule de 100 euros

aux ménages les plus modestes pour tenter d'éteindre le feu social, est la preuve d'une peur qui saisit patronat et politiques, de revivre une explosion sociale démultipliée. Pour autant, le pouvoir macroniste ne renonce pas, bien au contraire, à poursuivre ses contre-réformes libérales.

UNE ACCENTUATION DE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ SOCIALE

L'allocution présidentielle du 9 novembre 2021 ne laisse aucun doute sur la trajectoire ultra-libérale du programme d'Emmanuel Macron pour les semaines et années à venir. Au nom de la « valeur » travail, retraités et précaires vont payer les premiers le prix fort et, dans la foulée, l'ensemble du monde du travail.

Pas un mot sur la plus grande évasion fiscale mondiale jamais réalisée au travers des « pandoras papers ». Macron couvre ses amis voyous, chefs d'États et grands capitaines d'industrie qui ont volé la modique somme de 13 000 milliards d'euros.

Cette somme permettrait à elle seule d'éradiquer la faim dans le monde, en même temps que de financer la transition écologique mondiale et tant d'autres choses qui paraissent impossibles aujourd'hui.

Le casse de tous les temps représente en France plus de 100 milliards d'euros volés par les grandes fortunes et politiciens véreux, rien que ça, auxquels vient s'ajouter la fraude fiscale des plus riches, estimée à plus de 100 milliards chaque année, un manque à gagner de 200 milliards d'euros. Rassurons-nous, aucune poursuite pénale n'est prévue pour ces grands bandits, tout au plus un rappel à l'ordre !

Mais il est vrai qu'il est plus facile de taxer celles et ceux qui n'ont plus rien pour vivre pour faire une économie hypothétique de 1 milliard d'euros dans les caisses de Pôle emploi, et faire chuter les allocations de plus d'un million de privés d'emploi (source Unedic), et de radier par centaines de milliers tous ces « fainéants et profiteurs » qui n'acceptent pas les emplois sous-payés et la surexploitation !

C'est juste oublier que la fraude des entreprises aux caisses sociales représente 14 milliards d'euros par an (source *Alternatives économiques*), de quoi amplement couvrir les besoins des caisses de l'Unedic et des autres caisses de la Sécurité sociale. Alors même qu'à l'unanimité du personnel politique comme des experts en tous genres ont loué les bienfaits de l'amortisseur social français induit par notre système de protection sociale encore efficient, Macron reprend sa doctrine de destruction méthodique.

Au nom du remboursement de sa politique du « *quoi qu'il en coûte* », il annonce de nouvelles exonérations des cotisations patronales censées « taxer » le travail ! Il est temps de rappeler au patronat et à ses valets politiques que cet argent est le nôtre, qu'il ne s'agit pas de charges mais que c'est notre salaire qu'on nous vole !

Ce salaire différé qui nous permet quand nous sommes malades de continuer à percevoir notre salaire, d'avoir une pension à la retraite, des congés maternité, d'alimenter notre Sécurité sociale qui couvre nos familles, nos enfants et nos anciens.

Il annonce sans complexe qu'il faudrait réformer à nouveau notre régime de retraite en repoussant l'âge de départ à 65 ans ! Cinquante années après le passage de 65 à 60 ans (en 1982) nous voilà repartis un demi-siècle en arrière. Décidément les « révolutions jupitériennes » tournent à rebours de la marche du temps et de l'histoire ! Il ressort les vieux poncifs de Gattaz père, président du CNPF de l'époque, pour justifier son recul social au nom d'arguments fallacieux que même le COR, (Conseil d'orientation des retraites) qui n'est pas connu pour être un organisme progressiste, écarte totalement.

Les projections du COR (rapport 2021) indiquent qu'il n'y a aucun problème pour les retraites à l'avenir et leur part dans le PIB ne va que diminuer au regard des évolutions démographiques, de la baisse de l'espérance de vie (notre espérance de vie stagne et commence même à décroître) !

C'est donc une nouvelle fois une vieille revendication patronale à laquelle Macron accède, celle de remettre en cause notre système solidaire de retraite pour mettre la main sur le pactole de 1 200 milliards d'euros.

Chaque année, le patronat nous vole des dizaines de milliards d'euros en fraudant sur nos cotisations sociales, en étant exonéré de payer le restant, en fraudant près de 30 milliards d'impôts sur les sociétés et il faudrait continuer à nous serrer la ceinture, à voir nos services publics asphyxiés, à rester impassibles devant la fermeture de milliers de lits d'hôpitaux, etc.

Sa politique libérale étouffe les collectivités territoriales, pour la grande majorité d'entre elles déjà surendettées, les obligeant à fermer ou à privatiser les services de la petite enfance, les espaces verts, la gestion des déchets. La précarité des emplois s'y développe à une vitesse vertigineuse remplaçant les salariés sous statut public.

La culture continue de payer les conséquences de la gestion calamiteuse de la crise sanitaire. Les salles de cinéma comme de spectacle ne retrouvent plus les taux précédents de remplissage, nombre d'artistes et de techniciens ont été obligés de renoncer à leur passion et métiers.

Les soutiens publics concernent comme d'habitude les fi-

nances dans les mains des plus gros prestataires et des plus grosses productions, délaissant le tissu vital d'une exception culturelle à la française. Le projet libéral macronien est plus que jamais à l'œuvre, ne tirant aucun enseignement de la période de crise sanitaire, économique et sociale que nous traversons. Son monde d'après sera pire que celui d'avant avec toujours plus de pauvreté (le taux de pauvreté en France atteint 14,5 % de la population), d'inégalités et d'injustice sociale.

Il tente avec l'aide de ses « amis » détenteurs des grands médias, de faire croire que sous son premier règne la situation de tous se serait améliorée, mieux que le pouvoir d'achat serait supérieur depuis son arrivée.

Les Gilets jaunes, comme l'ensemble des travailleurs et citoyens qui se sont mobilisés et se mobilisent au quotidien contre les fins de mois difficiles par centaines de milliers durant cette période, seraient des imbéciles qui n'ont pas vu qu'ils vivent mieux depuis l'arrivée de « Jupiter » ! Quel mépris de classe, quel cynisme bourgeois de celui qui représente les gagnants de la « start-up Nation ».

UNE REPRISE ÉCONOMIQUE DÉBOUCHANT SUR UNE CRISE SYSTÉMIQUE MAJEURE

Avec des taux de croissance économique de plus de 6 %, notre pays connaît une augmentation de

Sa politique libérale étouffe les collectivités territoriales, pour la grande majorité d'entre elles déjà surendettées (...)



son PIB exceptionnelle, permettant de rattraper en moins d'un an les pertes de production de valeur liées à la crise sanitaire.

Pour autant, cette croissance si forte soit-elle, s'accompagne de marqueurs annonciateurs d'une accélération de la crise systémique dans laquelle nous sommes plongés depuis des décennies, débouchant sur un chômage de masse et la paupérisation de la classe ouvrière ou ce que certains sociologues nomment une « *démoyennisation* ».

Le redémarrage de l'économie mondiale s'accompagne d'une flambée des prix des matières premières et de l'énergie, d'explosion des coûts de transport de marchandises (+700 %) et d'une inflation généralisée.

Cette reprise économique porte en elle le germe mortel de l'ultra-mondialisation et de la financiarisation à outrance de l'économie. Plutôt que de tirer les conséquences de la crise, liées à la situation sanitaire et à la fragilité de nos économies, les gouvernements et décideurs économiques accélèrent le processus de libéralisation de tous les pans restants des biens communs et publics.

Tout doit être lié au marché, tout se vend et s'achète !

C'est ainsi que nous assistons à une flambée des prix de l'électricité et du gaz alors même qu'auparavant, la production de ces énergies vitales était nationalisée et que les prix étaient fixés indépendamment du cours des autres énergies. L'ouverture du marché de l'énergie, en particulier de l'électricité, imposée par la commission européenne, aboutit à une impasse et à la crise actuelle.

D'ailleurs, la commission européenne est extrêmement discrète et silencieuse sur le sujet. Elle demande même aux gouvernements de déroger à un interdit fondamental de la concurrence libre et non faussée les autorisant et les incitant à geler les tarifs, à abaisser la fiscalité, à faire des chèques-énergie, à taxer les producteurs d'énergie, etc.

L'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie et sa financiarisation, actées au sommet de Barcelone en 2002, étaient censées faire baisser les prix, or depuis vingt ans les tarifs de l'électricité ont augmenté de 70 % en France, dans une période de quasi-déflation !

L'ancien patron d'Electrabel et de Tractebel, l'équivalent de l'ancien EDF, Jean-Pierre Hansen, constate : « *Il y a vingt ans, on avait des prix inférieurs à ceux des États-Unis, des équipements et des réseaux, des capacités de production meilleurs que les Américains. Aujourd'hui, nous sommes dans la situation inverse.* » (Source Médiapart)

« *Le monde de l'électricité n'est pas adapté à la concurrence par le marché. Les caractéristiques et les contraintes qui pèsent sur ce marché en font un monde à part. Parce que l'électricité n'est pas stockable, parce que les réseaux électriques doivent être en permanence à l'équilibre sous peine de s'écrouler, parce qu'il faut pouvoir répondre à tout moment à une demande instantanée et parfois*

non prévisible » explique Raphaël Boroumand, professeur d'économie et spécialiste de l'énergie et du climat.

Il n'est jamais trop tard pour éviter une catastrophe encore plus importante. La FNME CGT revendique le financement d'un service public de l'énergie en supprimant les cloisons actuelles entre la production, le transport, la distribution et les services imposées par les directives européennes.

L'inflation des prix de l'énergie perturbe la reprise économique et s'étend à l'ensemble de la sphère économique touchant l'alimentation et les biens de première nécessité.

La question de la faiblesse des salaires et des pensions posées, source déjà de nombreux conflits sociaux dans notre pays, s'impose comme une revendication

Tout doit être lié au marché, tout se vend et s'achète !



de premier ordre. Les problèmes de recrutement dans certaines professions, liés à des conditions de travail difficiles et des salaires bas ne trouveront pas de réponse dans un changement du régime de l'assurance chômage toujours plus contraignant, arbitraire, pour forcer les privés d'emplois à prendre n'importe quel emploi dans n'importe quelles conditions.

Les mesures répressives du gouvernement ne sont aucunement une réponse à la crise sociale majeure que connaît notre pays. Mais le patronat a besoin rapidement de bras et bon marché de surcroît. Pour ce faire, il a besoin d'un pouvoir encore plus autoritaire et plus policier, il fait appel à l'extrême droite et aux attitudes réactionnaires.

LA POUSSÉE MÉDIATIQUE DE LA RÉACTION ET DU FASCISME COMME RÉPONSE À LA CRISE SOCIALE

Plus que jamais, face à une possible explosion de la mobilisation sociale, patronat et politiques libéraux choisissent de promouvoir le fascisme et le racisme plutôt qu'une politique de justice sociale, reprenant comme leurs grands-parents pétainistes la maxime collaborationniste : « *Plutôt Hitler que le Front populaire !* »

Bolloré digère à grande bouche les médias audiovisuels et de presse écrite les uns après les autres. Changeant les directions de rédaction, il donne la parole à son poulain xénophobe, raciste, le fasciste Zemmour, qui pousse sa diatribe haineuse sur toutes les ondes et colonnes des médias du milliardaire.

Les autres médias, pour ne pas être en reste du phénomène fasciste, commentent et invitent ce porte-parole de la haine à

tour de bras, l'amenant de manière très artificielle à des taux d'intention de vote supérieurs à ceux dont est crédité à l'autre pan de la xénophobie, le clan Le Pen.

Les médias détenus à plus de 90 % par une poignée de milliardaires



Nous assistons à un véritablement déferlement de propos tous plus haineux, xénophobes les uns que les autres, qui s'étend à un spectre politique toujours plus large.

Les médias surfont sur la vague Zemmour et ces théories infâmes du grand remplacement, pour tenter d'orienter la colère sociale vers les travailleurs sans-papiers, les musulmans, les immigrés et réfugiés, et les jeunes des quartiers populaires.

Tout le camp bourgeois enquille l'infamie via ses représentants politiques LR, jusqu'à Arnaud Montebourg. Nous assistons à un véritablement déferlement de propos tous plus haineux, xénophobes les uns que les autres, qui s'étend à un spectre politique toujours plus large.

Le ministre Darmanin réprime violemment toute contestation sociale en même temps qu'il laisse, voire favorise, se répandre dans les rangs de sa police les idées nauséabondes d'une xénophobie qui gagne chaque jour un peu plus de consciences, comme se développent les exactions policières à caractère raciste. Il devient urgent pour le patronat de détourner la revendication sociale qui s'impose avec force dans des mobilisations sur l'ensemble du territoire, d'éviter à tout prix l'embrasement social.

Pour autant, il ne faut pas négliger l'impact de ces campagnes politiques xénophobes dans la population, et en particulier dans un monde du travail en pleine crise. Le danger existe de voir une poussée violente raciste, à l'instar de l'extrême droite américaine avec Trump.

Plus que jamais, notre combat contre le racisme, l'intolérance et toutes les formes d'exclusion est indispensable et indissociable de celui pour le bien-être des travailleurs et la défense de leurs intérêts. Cette lutte plus qu'essentielle contre la haine commence par armer nos camarades dans les entre-

prises, d'arguments et d'outils permettant de démontrer l'ineptie de la propagande fasciste et de prouver que ce déversement de haine se fait contre les intérêts de la classe ouvrière.

Développer la formation de notre corps militant pour que chacune et chacun puisse mener le débat dans les ateliers, les services, et au sein même parfois de nos syndicats, c'est la première action que nous devons mettre en place.

LA REVENDICATION SOCIALE AU CŒUR DE NOTRE ACTUALITÉ SYNDICALE

De nouveau des ronds-points commencent à être occupés par des Gilets jaunes, des actions de grèves se multiplient dans tous les secteurs de l'économie pour demander des augmentations de salaires, l'amélioration des conditions de travail, les personnels hospitaliers épuisés par la crise sanitaire se mobilisent pour revendiquer des embauches et la fin de la fermeture de services et des suppressions de lits.

Cette colère sociale s'étend partout en Europe, obligeant des gouvernements à faire des entorses à leur politique d'austérité sociale. En Allemagne, le nouveau gouvernement social-démocrate annonce une augmentation forte du salaire minimum et les syndicats sont en passe de remporter une augmentation de plus de 5 % dans les secteurs du bâtiment, des services publics, des banques par exemple.

Au Royaume-Uni, même l'ultra-libéral Boris Johnson annonce des hausses de salaires dans certains services publics et appelle le patronat à faire de même.

En Belgique, en Espagne, en Italie, des mobilisations interprofessionnelles massives ont lieu obligeant les gouvernements à annoncer des avancées sociales.

En France, le ministre de l'Économie demande au patronat d'augmenter les salaires et fait convoquer les branches dont les minimas sont inférieurs au Smic en leur demandant de faire des efforts... Mais point de geste concret, ni contrainte, encore moins d'augmentation du Smic à la hauteur nécessaire pour s'extraire de la pauvreté, le ministre se contente de supplier sur les ondes ses amis du CAC 40 pour éviter une flambée sociale prévisible.

Les conditions de travail sont aussi au cœur de l'affrontement social. Les pleurnicheries de patrons ne trouvant plus de main-d'œuvre corvéable à merci et sous-payée, ne remportent plus de succès. La revendication de travailler moins et mieux s'exprime partout.

Les 32 heures ne sont plus une lubie de quelques syndicalistes utopiques mais deviennent une réalité dans certaines entreprises du territoire, dans certains États européens et même un slogan de la campagne présidentielle porté par toujours plus de prétendantes et prétendants.

La réduction du travail sans perte de salaire n'est plus un slogan mais une revendication sociale qui s'ancre durablement dans le paysage social et qui percute de plein fouet les problématiques de temps partiels imposés et d'augmentation

des salaires de ces travailleurs précarisés.

Il s'agit aussi d'une nouvelle organisation de la société à laquelle aspire la très grande majorité des citoyens : libérer du temps pour soi, pour les siens, pour se cultiver, pour faire du sport, pour s'investir dans le domaine associatif, pour redonner sens au vivre ensemble.

Cette vague émancipatrice peut vite devenir un tsunami social si partout où nous sommes présents, nous démontrons que c'est possible, que les richesses que nous créons au quotidien dans les entreprises, les services publics, permettent de passer le cap, que les 13 000 milliards d'évasion fiscale, dont plus de 200 dans notre pays, peuvent servir à bâtir ce monde d'après plutôt qu'à engraisser une ultra-minorité.

Non seulement cette revendication fait plus que jamais sens aujourd'hui mais elle vient abonder aussi les problématiques des solutions à apporter aux changements climatiques par une autre conception de la société.

L'organisation météorologique mondiale, dans son bulletin publié le 25 octobre, a révélé que l'accumulation des gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique, a atteint un sommet en 2020 malgré les confinements. Elle est telle qu'elle compromet les objectifs de l'accord de Paris d'une augmentation de 1,5 à 2 degrés.

On ne peut plus parler de crise, car le processus engagé est dorénavant irréversible et ses conséquences dépendront des actions des gouvernements.



On ne peut plus parler de crise, car le processus engagé est dorénavant irréversible et ses conséquences dépendront des actions des gouvernements. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que la COP26 qui vient de se terminer est une catastrophe pour la planète et l'humanité.

Les effets de cette modification majeure se font déjà sentir lourdement dans notre pays : les vignes brûlent littéralement, le nord de la France connaît des incendies que l'on pensait inimaginables il y a cinq ans, des villages et des bourgs n'ont plus d'eau courante l'été, la désertification

Dans le monde, des populations entières sont obligées de quitter leurs habitats gagnés par la désertification ou par la montée des eaux.



avance dans le sud de la France, l'air devient irrespirable dans les villes, les inondations automnales et hivernales sont toujours plus violentes, les tempêtes et coups de vent dépassent tout ce que nous avons connu, etc.

Dans le monde, des populations entières sont obligées de quitter leurs habitats gagnés par la désertification ou par la montée des eaux. Les migrations climatiques s'amplifient. Des parties du globe ne sont plus habitables et aucune espèce végétale comme animale n'y survit !

Nous ne sommes plus dans la fiction mais dans une réalité catastrophique qui ne fait que s'aggraver. Face à ces constats alarmants, les puissants de ce monde ont préservé les intérêts des multinationales, repoussant la fin des énergies fossiles, les modes de production et de consommation qui détruisent la planète. Tous les scientifiques en sont persuadés : sans changement de système économique, notre humanité est amenée à disparaître, rejoignant ainsi la pensée de Marx sur l'aboutissement du capitalisme.

Là aussi, les mobilisations s'intensifient rejoignant bien souvent les préoccupations sociales. La jonction entre la fin de mois et la fin du monde est en train de se mettre en place et notre syndicalisme a l'avantage avec d'autres d'avoir posé non seulement les problématiques mais les réponses à y apporter.

La cocotte-minute sociale est en surpression, les enjeux qui nous sont posés sont gigantesques et le syndicalisme de lutte de classe qu'est le nôtre est le mieux à même d'être l'outil au service des travailleurs et des populations pour y répondre.

La CGT est plus que légitime dans cette période pour rassembler les travailleurs et les retraités, pour exiger de tourner la page du monde d'avant et enfin prendre le chemin du monde d'après. Face à patronat décomplexé et violent mais qui sent le vent tourner, organisons la riposte en généralisant l'offensive sociale ! ●

POLLUTION POLUTION SOLUTION



Pour affronter les défis écologiques, il ne suffit plus de s'adapter.
Changement climatique, effondrement de la biodiversité,
pollutions multiples, raréfaction des ressources :
nos sociétés ont besoin de solutions qui changent radicalement la donne,
comme transformer tous nos déchets en ressources.

La transformation écologique, c'est notre raison d'être.

Plus d'informations sur [veolia.com/transfo-eco](https://www.veolia.com/transfo-eco)

Ressourcer le monde



ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Questions à **Bernard Thibault**

Élargir les prérogatives et les moyens d'intervention de l'organisation”

Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT, intervient au sein de l'OIT depuis 2014. Sa fonction au sein du conseil d'administration, après sept ans d'activité, lui permet aujourd'hui d'analyser avec lucidité les forces et les faiblesses de cette instance internationale, par rapport aux conditions actuelles des travailleurs au niveau mondial.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PASCAL LEFÈVRE

Tu as eu des responsabilités importantes à l'OIT. Cette organisation internationale dans laquelle sont représentés les États, les travailleurs et les employeurs est-elle utile ?

L'Organisation internationale du travail a pour mission historique depuis 1919 de promouvoir la justice sociale à travers le monde, considérée comme condition pour préserver une paix universelle. Devenue une agence des Nations unies après la 2^e Guerre mondiale, l'OIT a élaboré 200 conventions du travail que les États se doivent de faire respecter sur leur territoire. Malheureusement, comme pour d'autres résolutions sur les enjeux internationaux, de nombreux états ignorent ou contournent le droit international des travailleurs. Après sept ans passés au Conseil d'administration, il m'apparaît plus évident encore que les prérogatives et les moyens d'intervention de l'OIT devraient être élargis. Il demeure que, malgré ses lacunes, l'OIT est indispensable et la CGT avait bien raison de militer pour sa création en son temps. C'est la seule institution mondiale dans laquelle des représentants des travailleurs ont voix au chapitre. C'est aussi une tribune mondiale pour la défense des libertés particulièrement indispensable pour les syndicalistes et leurs organisations menacés voire en danger de mort.

Quelle est la situation aujourd'hui du monde du travail, notamment avec l'ampleur du « travail informel ». De quelle manière la pandémie a-t-elle aggravé la condition des travailleurs au niveau mondial ?

Avant la pandémie, tous les rapports de l'OIT alertaient déjà sur la dégradation des droits sociaux pour les travailleurs. Six emplois sur dix sont dans l'économie informelle et ne



FOOTREUVE

OIT Info

AVIS AUX MÉDIAS

L'OIT pub tendance

GENÈVE (OIT) – C'est une nouvelle édition de 2021 qui examine les enjeux du monde du travail et les

L'édition 2021 est en fait le rapport de 2021, perturbé par la pandémie, les migrations et les inégalités, également

contribuent donc pas au financement des systèmes de protection sociale. Quatre milliards de personnes n'ont par conséquent aucun dispositif de protection sociale. Le nombre d'enfants au travail, après avoir reculé pendant vingt ans, augmente à nouveau, l'inégale répartition des richesses créées continue de croître... un grand nombre d'indicateurs sont au rouge.

La Covid 19 a amplifié ces tendances. Le télétravail s'est considérablement développé, souvent sans contrôle. Il conduit à une augmentation du temps de travail par le flou entretenu entre « temps personnel » et « temps de travail » et facilite le travail non déclaré.

Sans assurance maladie, des millions de personnes, bien que malades, ont continué à travailler « quoi qu'il en coûte » pour eux et leurs familles. Un chômeur sur cinq seulement touche une prestation chômage en cas de perte d'emploi. Les autres deviennent « une marchandise » corvéable à souhait. Une centaine de pays a dû improviser des mesures d'urgences pour atténuer l'impact de la Covid sur la population mais rien ne vaut des systèmes de protection sociale organisés dans la durée et financés pour répondre aux besoins. Cette période donne plus de force à la revendication d'une reconnaissance « au droit à la protection sociale pour tous les travailleurs comme droit universel ».

Cette nouvelle réalité du travail a-t-elle des conséquences sur la pratique du syndicalisme et notamment de la défense des intérêts des travailleurs ?

La lutte pour la reconnaissance et l'extension des droits des travailleurs est l'ADN du syndicalisme. C'est sa raison d'être. Son développement et ses succès, entre autres en Europe, ont reposé sur la capacité du syndicalisme à rassembler les travailleurs ayant des intérêts communs, à s'exprimer et à agir ensemble. Cette « communauté au travail » a été profondément bouleversée par les réorganisations des appareils de production et d'échange, les nouvelles technologies, les offensives libérales multipliant par exemple les types de contrat de travail pour casser les collectifs de lutte.

Dans l'économie capitaliste, le travail est d'abord un coût qu'il faut chercher à réduire par tous les moyens pour préserver la rentabilité du capital. Cela peut se traduire par des formes extrêmes d'exploitation comme l'emploi des enfants ou le travail forcé qui génère 150 milliards de profit illégaux chaque année. Cela débouche aussi sur l'exploitation d'une main-d'œuvre immigrée à qui l'on conteste les droits les plus élémentaires. Le capitalisme n'a pas de frontière, c'est aussi une raison essentielle pour laquelle il est indispensable de conjuguer l'activité pour des droits nationaux et internationaux.

Sur tous les continents, nous observons une offensive généralisée en faveur d'une prétendue liberté de choisir les formes de son emploi. Ces « nouveaux types » d'emplois relèveraient en fait d'une supposée aspiration de chacun à devenir auto entrepreneurs. Cela a bien sûr comme conséquence de sortir un grand nombre de travailleurs de la réglementation du travail à l'image des travailleurs dépendants des plates-formes numériques.



Le Covid 19 a amplifié ces tendances. Le télétravail s'est considérablement développé, souvent sans contrôle. Il conduit à une augmentation du temps de travail par le flou entretenu entre « temps personnel » et « temps de travail » et facilite le travail non déclaré.



Comment le syndicalisme peut-il trouver sa place dans le combat pour faire reconnaître le travail informel et donner des droits à ces travailleurs ?

Comme nous le faisons en France pour les « travailleurs sans papiers » nombreux sont les syndicats qui agissent, dans des conditions parfois extrêmes, pour sortir les plus précarisés de la zone de non-droit. Dans ces situations c'est aussi la pression internationale qui peut faire évoluer les situations. Le mouvement syndical à une immense responsabilité et des moyens pour ce combat.

Le syndicalisme international est-il un « supplément d'âme » ou permet-il de « faire solidarité » et de construire ensemble ?

Je suis assez réticent à l'égard de cette notion de « syndicalisme international » qui peut être perçue en opposition au « syndicalisme national ». En fait l'intervention syndicale se doit d'intégrer dans son analyse et ses actions la dimension internationale des défis à relever et des revendications à porter avec d'autres. Le quotidien de chacun est de plus en plus imprégné par l'international et par la mise en concurrence des travailleurs entre continents, entre pays. Un emploi sur cinq dépend des stratégies des multinationales, la financiarisation de l'économie atteint un degré inégalé. L'interdépendance des économies et des emplois implique que le syndicalisme dès l'échelon de l'entreprise appréhende les facteurs internationaux ayant une influence sur sa propre situation. En fonction des situations, ce sont des initiatives en solidarités qui peuvent être organisées, des actions coordonnées entre syndicats de plusieurs pays, au sein d'une même entreprise multinationale. Il est important de comprendre qu'un recul social en un point du globe est une défaite pour tous et qu'à l'inverse chaque avancée sur les droits est une victoire pour tous.

Quel rôle peut jouer la CGT en Europe et dans le mouvement syndical international ?

La CGT doit occuper toute sa place dans le syndicalisme organisé en Europe et dans le monde. Nous devons le faire à la fois avec ambition et modestie. Nous sommes forts de notre longue expérience, parmi les plus anciennes en Europe, de notre réputation reconnue de longue date. Mais nous devons aussi être empreints du respect à l'égard d'autres organisations et militants qui n'ont ni la même histoire sociale ni la même configuration politique et économique que la nôtre.

De nombreuses expériences montrent que si l'objectif de dépasser les frontières pour mieux défendre les travailleurs est partagée, le syndicalisme peut influencer le cours des événements.

Le syndicalisme international, tel qu'il se présente aujourd'hui, peut-il mener de véritables actions conjointes des travailleurs de plusieurs pays ?

C'est en tout cas sa vocation. Cela étant dit, il faut bien admettre que tous les syndicats, de la section d'entreprise aux confédérations, sont sous la pression de l'urgence

SYNDICALISME ET INTERNATIONAL

revendicative qui se pose dans l'usine ou dans leur pays. Comme toutes les « actions conjointes », elles ne se décrètent pas mais se construisent au quotidien. Il existe des actions coordonnées au sein des branches mondiales ou d'une même multinationale, mais il faut bien admettre que c'est encore loin des nécessités.

Comment peut-on agir ensemble par-delà les particularités nationales ou continentales ?

Il faut agir en ayant à l'esprit que tout est lié et que notre internationalisme plonge ses racines dans un refus du chauvinisme et des solutions unilatérales qui ne font qu'exacerber les antagonismes en renforçant la mise en concurrence des travailleurs entre eux.

Il existe plusieurs confédérations internationales et des regroupements internationaux professionnels (à l'échelle continentale et mondiale). Peut-on dépasser ce clivage et comment obtenir l'unité d'action au niveau mondial ?

Il est un fait qu'il existe plusieurs structures syndicales internationales qui sont le fruit d'une part de l'histoire syndicale longtemps imprégnée de la logique des deux blocs politiques qui façonnaient le monde et de conceptions différentes de la mission et de la démarche syndicale.

Il est heureux que dans certaines branches ou entreprises, l'unité puisse prévaloir pour des revendications partagées. On ne peut penser l'avenir si on ne sait pas d'où l'on vient. Il se trouve que j'étais président de séance lors du congrès de la CGT qui, en 1995, a validé notre départ de la FSM. J'ai souvenir qu'aucun délégué n'est intervenu en séance pour contredire cette décision et pour cause. C'était une issue logique et attendue après des années de critique exprimée par la CGT à l'égard d'une organisation qui ne répondait plus aux exigences de démocratie et d'indépendance auxquelles nous aspirions. Cette décision fut mûrement réfléchie et motivée par de longues années au cours

“
Avec d'autres organisations « non affiliées » au plan mondial, majoritairement issues de la FSM, la CGT s'est engagée dans le processus de réflexion. J'ai participé à ce titre à la discussion et à la construction de la CSI (Confédération syndicale internationale) qui naquit officiellement en 2006.”

desquelles la CGT s'était fortement investie et avait voulu changer les choses de l'intérieur. La situation ne s'est pas améliorée depuis au sein de la FSM.

Il se trouve également que j'étais tout fraîchement élu secrétaire général lorsque, en mars 1999, la CGT fut enfin admise officiellement membre à part entière au sein de la Confédération européenne des syndicats. C'était là aussi l'aboutissement d'un long processus impulsé sous la direction de Louis Viannet pour que la CGT soit présente, avec son identité et ses revendications dans les instances du syndicalisme européen. La CFDT et surtout FO étaient les principaux opposants à notre arrivée alors que la plupart



des autres syndicats en Europe entretenaient des relations étroites avec la CGT, souvent depuis fort longtemps. C'est donc avec la volonté de renforcer le syndicalisme européen notamment sur le terrain des luttes que nous avons adhéré à la CES et non comme je l'entends encore parfois aujourd'hui parce que nous nous serions convertis à « une Europe libérale ».

Dans les années 2000, toutes les organisations internationales prennent conscience de leur fragilité. Face à une mondialisation omniprésente et face à la désunion il a fallu réfléchir à un nouveau cadre syndical. La CISL, à dominante sociale-démocrate, la CMT confédération syndicale chrétienne, ont voulu ouvrir la voie à une réunification du mouvement syndical. Avec d'autres organisations « non affiliées » au plan mondial, majoritairement issues de la FSM, la CGT s'est engagée dans le processus de réflexion. J'ai participé à ce titre à la discussion et à la construction de la CSI (Confédération syndicale internationale) qui naquit officiellement en 2006. La FSM, affaiblie par de très nombreux départs, notamment des organisations syndicales d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, est restée volontairement à l'écart de ce mouvement d'unification en insistant en permanence sur ce qui divise et fractionne plutôt que sur ce qui rassemble.

Comme dans toute organisation démocratique, le débat sur les orientations stratégiques de l'organisation et sa direction existe. Ce fut le cas au dernier congrès de la CSI où la CGT, avec beaucoup d'autres, n'a pas caché sa volonté de changement pour permettre au syndicalisme d'être plus efficace à l'échelle internationale. La diversité du mouvement syndical dans le monde peut être considérée comme un handicap.

Mais certaines lignes de clivage demeurent, malgré les processus d'unification de ces dernières années. On ne peut les ignorer car elles touchent à des questions fondamentales : rapport à la démocratie, indépendance par rapport aux gouvernements... Il faut cependant toujours travailler à unir le mouvement syndical international autour d'exigences fortes en matière de justice et de progrès social, d'émancipation des travailleurs, de démocratie et de libertés syndicales. ●



PROFESSIONNELS DE LA PRESSE, nous protégeons vos talents.

Audiens est le partenaire au quotidien de tous les professionnels de la culture et de la création. Sa vocation : protéger les personnes tout au long de la vie, faciliter le quotidien, offrir des solutions innovantes, adaptées aux métiers et spécificités des professions.

- Retraite complémentaire Agirc-Arrco
- Assurance de personnes
- Congés spectacles
- Accompagnement solidaire et social
- Autres services aux professions

www.audiens.org



AUDIENS

Le syndicalisme en débat

Dans une longue contribution sur « *la situation du syndicalisme* » donnée à Syndicollectif le 7 juin dernier, Jean-Marie Pernot, chercheur associé à l'Institut de recherche économique et sociale (Ires) et au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, aborde plusieurs questions clés, à la fois sur l'état des luttes, la transformation du travail, ce qu'a accéléré ou va changer la pandémie, sur le type de syndicalisme. Parmi les points abordés, il y a la question de l'institutionnalisation du travail syndical. Un point qui nous concerne tous. Extraits.

 JEAN-MARIE PERNOT



Sortir de l'institutionnalisation ? Le constat d'une très forte institutionnalisation du syndicalisme est également largement partagé. De l'entreprise jusqu'au niveau confédéral, en passant par la fonction publique ou les structures territoriales, les militants sont appelés à siéger dans de multiples lieux pour y exprimer la voix des salariés. La question de leur légitimité à les représenter se pose de plus en plus, même si elle n'est pas nouvelle. Ce surinvestissement, dicté le plus souvent par l'agenda de la partie adverse, a creusé la distance entre les travailleurs et ceux qui sont supposés parler en leur nom. Au niveau national, après quelques années d'inflation de réunions, d'accords nationaux interprofessionnels et de conférences sociales, la méthode Macron a dégagé le terrain : elle n'a que faire du point de vue syndical (pas plus que de celui du Parlement d'ailleurs) et, contrairement à celle de ses prédécesseurs, elle ne fait même plus semblant. Loin de la « refondation sociale » de la fin des années 1990, le MEDEF ne propose plus que des rencontres à objectifs limités. Il a relancé en mars 2021 un calendrier de « discussions » dont la portée est bien modeste. La solution est-elle de désertier ces lieux ? Trop simple, ça

ne suffit évidemment pas à régler le problème. C'est un dilemme, et même une contrainte paradoxale : ces institutions, en particulier celles de la négociation collective, sont des acquis des périodes antérieures, elles ont été imposées par des rapports de force ; ceux-ci faiblissant, ces institutions sont remises en cause dans le sens d'une réduction des droits des représentants des travailleurs. Comment comprendre autrement les ordonnances Macron, après la loi El Khomri, si ce n'est pour adapter les modes de confrontation aux rapports de force actuels, beaucoup plus favorables aux employeurs ? La défense de la négociation de branche contre l'assignation à l'entreprise, la défense des CHSCT, ont pris en compte cette tendance, c'est-à-dire la volonté des gouvernements successifs d'abaisser l'intervention des représentants des travailleurs dans la vie des entreprises. Du côté de celles-ci, le refus patronal de toute négociation dans l'entreprise, qui prévalait jusqu'en 1982, a cédé la place à une récupération opportuniste et la transformation de la négociation annuelle obligatoire en outil de gestion managériale : professionnaliser les représentants, les éloigner de leur base sociale sont un autre moyen (avec la répression qui n'a pas disparu) d'asphyxier un syndicalisme militant et combatif. Le paradoxe est donc qu'il faut à la fois défendre les institutions utiles et, « en même temps », se défier de leurs effets dissolvants de la pratique syndicale.

(...) la méthode Macron a dégagé le terrain : elle n'a que faire du point de vue syndical (pas plus que de celui du Parlement d'ailleurs) et, contrairement à celle de ses prédécesseurs, elle ne fait même plus semblant.

La remarque vaut également pour les fonctions publiques, au moment où le recul des pouvoirs des commissions paritaires dégage le syndicalisme de certaines ambiguïtés de participation à la gestion, mais en même temps, réduit son rôle de médiation entre les agents et l'arbitraire administratif.

S'il faut faire le tri selon ses propres priorités, il serait bien inconséquent de faciliter le travail des employeurs en désertant par principe ces lieux, sans alternative sérieuse et sans rapport de force, ce qui ne veut pas dire bien sûr qu'il ne faille pas quitter ou refuser telle ou telle réunion. Il y a, à l'évidence, un risque d'enlèvement dans l'institution, mais qui ne doit pas ouvrir la voie à une politique de l'absence qui n'est pas davantage un signe de la puissance.

Résister, élargir la base militante, renouer avec les pratiques de proximité, il n'y a pas de solution miracle à la question de l'institutionnalisation, pas plus qu'à celle de la bureaucratisation des organisations, qui n'épargne personne. ●

Réflexion sur la violence

Dans *La Croix* du 2 mai dernier, (version numérique) l'historien Stéphane Sirot, interviewé par Nathalie Birchem, revenait sur les « incidents » du 1^{er}-Mai et la symbolique de la violence.

INTERVIEW STÉPHANE SIROT
LA CROIX (EXTRAIT)

A la question : Comment expliquer la résurgence des violences en manifestation depuis quelques années ? Stéphane Sirot répond : « Il faut d'abord relativiser cette violence. Lors du 1^{er}-Mai, il a dû y avoir plusieurs centaines de défilés et très très peu ont connu des violences. De plus, il faut se souvenir que l'existence de la violence dans les mouvements sociaux n'a rien d'exceptionnel. On a oublié la grève généralisée de l'hiver 1947, où il y avait eu des morts, et les très violents affrontements lors de la grève du chantier naval de Saint-Nazaire en 1955. Mais on était dans des affrontements entre ouvriers, État et patronat. » (...) « Autre fait notable, ces violences interviennent alors que les syndicats n'ont pas obtenu de concessions réelles depuis la réforme Juppé de 1995. Y compris lors de la mobilisation historique contre la réforme des retraites en 2003. En quarante ans, le taux de syndicalisation a été divisé par deux et les syndicats ne sont plus en situation de créer

le rapport de force nécessaire. Il y a aussi la variable du pouvoir politique : depuis vingt ans, tous les gouvernements se sont montrés systématiquement inflexibles, ce qui renvoie la mobilisation pacifique à son impuissance. Enfin, les chercheurs expliquent très bien comment l'évolution de la doctrine du maintien de l'ordre favorise les tensions. Tous ces éléments se combinent pour aboutir à créer les conditions de la violence. » La journaliste de *La Croix* posait alors la question de savoir si la sortie du confinement allait déboucher sur un accroissement des violences. Réponse de Stéphane Sirot : « Ça dépend très largement de la façon dont le gouvernement va piloter la sortie de crise sanitaire et dont il va stopper ou baisser les aides aux secteurs économiques en difficulté. Et puis, comme souvent, ça peut être quitte ou double. Comme tous les ingrédients des violences des dernières années sont toujours là, il peut y avoir une véritable explosion de la colère, mais aussi une espèce de résignation, d'apathie. D'autant plus que l'horizon de la présidentielle de 2022 peut conduire les mécontents à exprimer leur colère dans les urnes. » ●



**“Les faits sont sacrés,
le commentaire
est libre.”**
Beaumarchais



**Les clefs pour déchiffrer
un monde social et
économique complexe :**

impac LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS
DES INDUSTRIES DU LIVRE,
DU PAPIER ET
DE LA COMMUNICATION CGT

Tous les numéros sur :
<https://www.filpac-cgt.fr/publications-de-la-filpac/>

1994-2021 ENSEMBLE, ET DE 100!

Récemment a eu lieu une sympathique réception dans les locaux de la fédération en présence de représentants de la FILPAC CGT ainsi que de l'UCR. Le motif ? Fêter le 100^e numéro de *Ensemble*, le journal de l'UFR.

 BUREAU UFR FILPAC



Le premier numéro paraît en date du 1^{er} novembre 1994. La FFTL (Fédération française des travailleurs du Livre) avait cédé la place à la FILPAC depuis huit ans, Michel Muller en était le secrétaire général et avait remplacé Jacques Piot devenu secrétaire de notre UFR (Union Fédérale des Retraités). Avaient collaboré à ce premier numéro : Roger Bureau, Michel Burguière, André Devrient, René Faure, Maurice Gallois, René Mahaud, Jean Massé, Jacques Piot, Laurent Boudot et Jacques Vermech. Par la suite, Andrée Kolar, Annick Béjan et quelques autres sont venus étoffer les rangs des forçats de l'information syndicale.

Ce journal, à cette époque se voulait, dès son premier numéro, sous la plume de Jacques Piot « *un journal qui doit trouver et trouvera sa place dans une action revendicative commune à toute la CGT. Mais lorsque l'on mesure l'avalanche de publications adressées aux retraités par les organismes de retraites et autres compagnies d'assurance, par les assemblées et groupes politiques régionaux, gouvernementaux, les publications de caractères syndical apparaissent bien minoritaires et il y a grand danger à laisser en l'état cette situation...* »

Sur une autre page, on pouvait lire dans un article écrit en 1994 et titré « *Quelle est la place de l'UFR dans la Filpac ?* » : « *Tout d'abord et ce n'est pas original, je dirai que des transformations importantes se sont opérées dans la population retraitée depuis quinze ans, notamment dans nos professions où la déstructuration des entreprises a abouti, du fait de la résistance et de la capacité d'organisation de nos syndicats, à des mises en préretraites, à des FNE, à toutes sortes d'accords s'efforçant de préserver les intérêts des salariés (syndiqués ou pas soit dit en passant).*

Cela a engendré des modifications, d'abord dans le contexte des entreprises, mais aussi dans la composition même des retraités. Ces dernières années ont vu arriver dans nos rangs de plus en plus de « jeunes » retraités...

Et de continuer ... *Et tout d'abord faire face, immédiatement, à la menace sur cette même retraite, prônée par un gouvernement issu d'un coup de barre dont notre peuple « gallo-libéro-saxono-romain » a le secret : un coup à gauche, un coup à droite. Cette introduction pour dire que la nouvelle génération a dû se coltiner sans retard avec la nécessité de défendre son pouvoir d'achat. Je serais tenté de dire, comme d'habitude, contrairement à l'ancienne qui pouvait raisonnablement espérer être à l'abri de ces vicissitudes ; si certains ont pu penser ainsi, la vie est venue les détromper.*

C'est tout naturellement que les retraités viennent s'inscrire dans la lutte de tous les jours...

... S'il fallait illustrer la nécessaire complémentarité entre les retraités et les actifs, cette démonstration suffirait. Il y a cependant des spécificités... »

Ces lignes écrites en 1994 sont encore d'une brûlante actualité.

Si les revendications fondamentales n'ont pas changé, c'est la preuve que les actions que nous avons menées au cours de ces 27 années écoulées n'ont pas été vaines et bon nombre, si ce n'est la majorité, de nos conquis, nous avons pu les préserver grâce à la lutte contre les tenants du système économique libéral et ceux qui le soutiennent. Et ce n'est pas rien.

Comme l'a dit Jean-Pierre Ghiotto lors de son intervention, *Ensemble* est un élément essentiel dans la construction des liens nécessaires à la réalisation de la continuité syndicale et à sa réussite.

Et Jean-Pierre n'a pas manqué de remercier un des fondateurs encore en « activité » à savoir Michel Burguière, qui au fil des années, en tant que chef de fabrication, a planifié, imposé les dates de remise de copies, de fin de montage et d'envoi à l'impression... bien que son rêve, reste, encore aujourd'hui, de crouler sous une avalanche d'articles, d'avoir du marbre.

Rappelons que le travail de Michel permet également de sortir un journal à moindres frais, puisque seuls les frais d'impression et de routage des exemplaires restent à la charge de l'UFR.

Merci à Michel et que vive *Ensemble*, le journal de l'UFR, un outil incontournable qui permet de donner à l'UFR-FILPAC CGT l'allure d'une organisation responsable, motivée, à la pointe du débat d'idées, à l'écoute et au service de ses adhérents. ●

AUDIENS

ENGAGÉ AU SERVICE DES PROFESSIONNELS DE LA CULTURE ET DES MÉDIAS

AUDIENS MÈNE UNE POLITIQUE DYNAMIQUE CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

- Audiens détient le label Diversité depuis 2011. Il récompense ses actions en faveur de la prévention de toutes les discriminations liées à l'orientation sexuelle, au genre, à l'âge, à l'origine ethnique, au handicap.



- Audiens gère la Mission Handicap du spectacle vivant et enregistré, fruit d'un partenariat avec l'Agefiph. www.missionh-spectacle.fr



VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES, LE SECTEUR CULTUREL S'ENGAGE

Les partenaires sociaux des secteurs culturels ont mis en place une cellule d'écoute psychologique et juridique **contre les violences sexistes et sexuelles** dans la culture.

www.violences-sexuelles-culture.org



AUDIENS SOUTIEN LES INITIATIVES ÉCOLOGIQUES DU SECTEUR CULTUREL DEPUIS PLUS DE 10 ANS

- Audiens est membre fondateur d'Ecoprod qui accompagne depuis 2009 la filière de l'image dans la maîtrise de ses impacts écologiques, via son centre de ressources www.ecoprod.com. Depuis 3 ans, Ecoprod offre aux régisseurs et directeurs de production un parcours d'éco-tournage initié et co-animé par Audiens.

ecoprod

- Audiens participe à CirculArt 2, initiative d'économie circulaire organisée par la Région Ile-de-France et l'ADEME. Destinée aux secteurs de l'audiovisuel et du spectacle vivant, cette démarche collective a pour but d'accompagner les professionnels dans la mise en pratique de l'éco-conception.



- Retraite complémentaire Agirc-Arrco
- Assurance de personnes
- Congés spectacles
- Accompagnement solidaire et social
- Autres services aux professions

www.audiens.org



PAPETERIE DE BÈGLES, UN PROJET CITOYEN POUR LA REPRISE

 MARIO CIONA, SYNDICAT DU LIVRE DE BORDEAUX,
MEMBRE DE L'ASSOCIATION AVENIR PAPETERIE BÈGLES

Depuis des années, le Comité régional FILPAC Aquitaine et l'union départementale CGT de la Gironde, soutenus par la Fédération, apportent une vigilance constante sur la situation de la papeterie de Bègles. Ce site quasi centenaire a vu passer des dirigeants et actionnaires différents, mais les investissements se cantonnaient à maintenir le minimum productif. Si bien qu'un beau jour, nous nous sommes aperçus que la papeterie n'apparaissait soudainement plus sur les plans d'aménagement urbain du territoire ! Nous avons alors alerté les protagonistes du dossier Euratlantique*, pour leur indiquer que nous ne laisserions pas disparaître cette papeterie et ses emplois au profit notamment d'immeubles de bureaux.

Les plans du groupe ETEX contrariés...

À notre demande, des rencontres ont été décidées avec la direction d'Euratlantique, Secafi et la CGT, l'UD CGT 33 diffusant notamment, à cette occasion, un 4 pages pour sensibiliser les citoyens. J'étais présent par la suite, au mois d'avril 2017, sur le site, comme notre SG fédéral, notre SG d'UD et le syndicat de la papeterie, (et comme d'autres fois J.P. Martinez) puis en mairie pour défendre l'avenir du site industriel, lors d'une journée organisée dans le cadre de l'aménagement de la zone Euratlantique. Nous demandions que tout développement sur la zone soit conjugué harmonieusement entre activités économiques et industrielles, activités de services, essor du secteur résidentiel, le tout en s'opposant aux logiques de « zonage ». Nous avons obtenu à l'époque, que le site reprenne toute sa place dans les plans d'aménagement du territoire.

Nous n'étions pas naïfs pour autant et pressentions que notre action ne serait pas bien reçue par le propriétaire de la papeterie, le groupe ETEX, en l'empêchant de fermer l'usine et de vendre le terrain à des promoteurs immobiliers. Le 5 octobre 2020, ETEX annonçait se désengager et lancer la recherche « active » d'un repreneur capable de valoriser les atouts industriels du site afin de poursuivre ses activités commerciales. Mais en fait, il savonnait totalement la planche pour tout repreneur potentiel, puisqu'il annonçait que 45 millions d'investissement étaient nécessaires pour que le site reparte... Quoi de plus rédhibitoire ! Les classiques plans étaient alors déroulés : Loi Florange utilisée par la direction (obligation pour l'employeur mais sans aucune obligation de résultat), négociation d'un accord de méthode pendant ladite période de recherche de repreneur pour traiter parallèlement aussi la négociation d'un PSE. Le tout en pleine crise sanitaire, ce qui n'a pas aidé mais plutôt restreint les mobilisations !

Le groupe ETEX savonnait la planche pour tout repreneur potentiel (...)

Nous nous sommes fendus de multiples courriers auprès de politiques et d'élus et avons obtenu des rendez-vous en mairie et préfecture, notamment. Cependant, nous n'avons pu travailler à un contre-projet avec les salariés, qu'après la signature du PSE. Concrètement, régulièrement nous allions à la rencontre des représentants de leur intersyndicale, mais soucieux de préserver sans doute une certaine unité de cette dernière, les représentants du personnel peinaient, pour certains, et ne s'impliquaient que trop peu pour

d'autres, à s'opposer à la fermeture du site. Il a donc fallu attendre que le PSE soit négocié avec des mesures jugées décentes pour les salariés, pour que leur soit présentée, et particulièrement à plusieurs cadres, la possibilité d'être appuyés par les structures de la CGT. Ceci pour porter un projet de réindustrialisation du site, ce projet s'appuyant notamment sur le travail réalisé par un entrepreneur (Thierry Perez) qui n'a pu finaliser par la suite son dossier de proposition de reprise du site auprès d'ETEX.

Tout s'est enchaîné rapidement

Plusieurs cadres et salariés ont fait preuve d'une motivation totale pour que l'on engage des concertations rapides, afin de trouver le meilleur moyen d'explorer toute les pistes possibles pour développer un projet viable.

Le syndicat du Livre de Bordeaux, par le biais de ses moyens humains et structurels, a apporté alors son aide quotidienne pour aider au montage du projet. Notre camarade J.-J. Bordes de notre section des retraités du Livre Bordeaux a apporté son expérience de trente années de conseil auprès des comités d'entreprises en analyse financière et stratégique d'entreprises et de groupes. À l'immense expérience des anciens salariés de la papeterie de

Bègles, est venue s'ajouter celle d'un camarade du bureau de l'UD, Jeremy Ringot, responsable de la politique financière de l'UD CGT de la Gironde. Un ancien dirigeant d'entreprise d'un tout autre secteur que celui papetier, s'est également proposé comme soutien puis coordinateur de la création de groupes de travail et c'est ainsi, qu'en un week-end, nous avons décidé à onze volontaires de créer une association et déposé des statuts ayant pour objet de piloter un projet de réindustrialisation de la papeterie de Bègles.



Construire un autre projet

Nos locaux du syndicat du Livre de Bordeaux et du CRA FILPAC sont alors devenus le lieu où plusieurs fois par semaine, se sont réunies toutes les énergies possibles pour bâtir un autre avenir que celui de la fermeture du site. Les représentants du personnel qui composaient l'intersyndicale s'y sont sentis si bien accueillis et si à l'aise pour développer leur propres réflexions qu'ils n'ont pas éprouvé le besoin de porter et de mettre en exergue leur étiquette syndicale lors des rencontres qui se sont enchaînées.

Si pour notre part nous étions ravis qu'ils apportent leurs compétences de papetiers et leur motivation, de leur côté ils étaient tout autant ravis que nous apportions nos compétences complémentaires.

Dans ces onze membres fondateurs de notre association, certains salariés n'étaient ni syndiqués ni représentants du personnel, et ils ont été parmi les premiers à être désignés membres du bureau de l'association tant leur implication spontanée a été remarquée.

Coordonnés par Bernard Fournie (qui a été directeur financier et RH entre autres fonctions), nous avons créé des groupes de travail (groupe marché / groupe client / groupe communication / groupe RH et organisation, groupe flux, supply chain, et logistique etc.). Des milliers d'heures de travail bénévole ont été ainsi réalisées.

Pour ma partie, ayant été en charge du groupe communication, j'ai sollicité tant nos militants du Livre Bordeaux que ma propre nièce pour, au départ, réaliser en urgence des compositions

Dans ces onze membres fondateurs de notre association, certains salariés n'étaient ni syndiqués ni représentants du personnel (...)

graphiques pour la production de nos documents alors que moi même, j'étais parfois en difficulté pour les réaliser.

Et lorsque nous avons monté notre site internet, c'est le fils d'une militante de *Sud-Ouest* (Muriel Audonnet) qui s'est proposé pour nous aider (en un temps record) à construire notre outil web, qui a déjà eu plus de 12 000 vues. Ce site a été fait sur mesure pour apporter une visibilité permanente tant aux adhérents de l'association qu'à celles et ceux qui veulent à leur tour apporter leurs idées et leur pierre à un projet utile à la collectivité, l'environnement et l'emploi. Il ne se passe pas de jour sans que nous ne soyons contactés directement sur le site par des personnes ayant des idées et des compétences qu'elles proposent d'associer aux futures productions de la papeterie, qui répondront aux enjeux environnementaux.

Qu'il s'agisse de partenaires, de futurs clients, de fournisseurs, d'élus ou mandatés par des collectivités, de citoyens engagés ou curieux, toutes et tous viennent chercher sur ce site les éléments qui les intéressent afin de comprendre nos actions (<https://avenirpapeteriedebegles.fr/>).

Si par ailleurs, il peut servir à d'autres personnes, qui elles aussi envisagent de monter une association aux mêmes fins que la nôtre, ce site pourra devenir

doublément utile, car nous avons travaillé aussi sur tout l'aspect juridique avec des avocats qui ont apporté une contribution, elle aussi, bénévole à ce stade. Une part de notre activité figure dans l'onglet Actualité qui archive une bonne cinquantaine de communiqués divers, de reportages. Les médias ont été nombreux à souhaiter évoquer la vision qu'ils ont de nos travaux et comme certains ont demandé à participer à nos réunions, il n'a pas été rare de les voir se prendre au même jeu que nous, en demandant à ces occasions s'ils pouvaient s'autoriser à apporter leurs réflexions sur tel ou tel sujet.

Un vrai projet citoyen

Il s'agit d'un vrai projet citoyen : nous sommes à l'écoute de tout le monde. La valorisation des déchets pour un recyclage en circuit court pour la production de produits bio sourcés a du sens pour toutes et tous lorsque l'on en débat. Pourquoi brûler ou exporter nos déchets ? Pourquoi les pouvoirs publics connaissent-ils si peu les rouages de la collecte des papiers et cartons ? Pourquoi laisse-t-on des entreprises et des groupes spéculer sur cette matière première, ce qui actuellement contribue à induire près de 18 % d'augmentation des emballages ?

Ces débats, nos actions et leur médiatisation, avec le soutien de camarades du CESER, comme par ailleurs de militants politiques, ont permis en peu de temps un grand nombre de rencontres déterminantes. Que ce soit avec des élus, un député, les services de Bercy, le président du Conseil régional, les élus de la Métropole, la Préfecture, tous ces échanges ont été possibles

car notre projet est crédible. Mais au-delà de l'accompagnement, les pouvoirs publics doivent être proactifs. Dès le début de nos actions, le maire de Bègles, d'étiquette écologiste, a encouragé nos initiatives et indiqué notamment dans le journal *Le Monde* comme sur FR3, que l'activité papetière n'est pas incompatible avec ses engagements écologiques.

Bon nombre d'ailleurs, de membres du conseil municipal d'autres étiquettes politiques sont maintenant membres de notre association, qui en compte désormais plus d'une centaine. Elle est domiciliée à la mairie de Bègles même si l'immense majorité des réunions se tient dans les locaux de la FILPAC Bordeaux. La force de cette association réside dans l'implication quotidienne de ses onze fondateurs qui peuvent s'appuyer par ailleurs, sur nombre d'adhérents en deuxième rideau. Le travail est si considérable que si seulement deux ou trois personnes s'y impliquaient, elles s'y épuiserait totalement.

Comment pourrions-nous sinon rencontrer, comme c'est le cas, tous ces potentiels futurs clients et/ou fournisseurs ? Mais aussi la CCI, l'ADEME, La Direction des ports et docks, FRALIB, URSCOP, structures travaillant dans la recherche et développement de nouveaux matériaux, BPI, etc.

Comment pourrions-nous chiffrer et organiser la remise en marche d'un outil arrêté il y a plusieurs mois sans rencontrer les sociétés ayant les compétences pour réaliser la remise en fonction des installations de production ?

Comment établir un business plan aussi complet que le nôtre sans tenir compte de tout le travail réalisé par chacun des groupes ? Un compte rendu de chaque personne ou société est fait et il est diffusé aux onze autres membres, le tout stocké dans le *cloud* pour ne rien manquer.

Comment être crédible si nous n'avions pas les dizaines de documents d'intentions signés par les ex-salariés qui ont les compétences et la motivation pour revenir travailler sur le site ?

Un projet viable qui doit être soutenu

La force de cette association c'est aussi le crédit que chacun accorde aux ex-salariés porteurs du projet. Leurs compétences mais également leur crédibilité auprès d'autres acteurs de leur profession en font les acteurs majeurs. Rappelons également que l'industriel M. Perez nous a cédé tout le travail qu'il a réalisé de son côté lorsqu'il envisa-

geait, il y a plus de six mois, la reprise du site. Nous avons, depuis, gardé nombre de ses réflexions et en avons écarté d'autres. Des expertises que nous avons pu mener grâce aux dons et aides reçus nous ont amené à refaire nos projections.

L'étude économique de notre côté est finalisée, place maintenant à la négociation avec ETEX qui accepte cette phase, au terme de plusieurs mois d'engagement de notre association.

FRANCE RELANCE

Nous nous inscrivons ainsi totalement dans le cadre du plan France relance, aussi notre projet doit-il être soutenu par les pouvoirs publics.

Rappelons que ce plan d'investissement s'élève à 100 milliards d'euros dont 40 milliards issus de l'Union Européenne, sont censés être mobilisés dans l'économie et ce autour de trois priorités : l'écologie pour une relance verte et durable, la compétitivité pour un soutien aux entreprises et aux salariés qui souffrent de la crise, la cohésion pour une relance qui se veut avant tout sociale et territoriale.

Nous cochons toutes les cases !

LE CONSEIL RÉGIONAL APPROUVE

Le président du Conseil régional approuve notre proposition de créer un CFA sur le site industriel de la papeterie de Bègles. Il a confirmé, lors de notre rencontre de septembre 2021, que des moyens peuvent là aussi être déployés pour concrétiser ces perspectives pour la filière. Des anciens salariés retraités ou sur le point de l'être se proposent d'apporter leurs compétences pour le redémarrage de l'usine ou pour la formation.

UNE TECHNOLOGIE D'ADAPTATION

La papeterie et sa machine principale se sont souvent adaptées aux diverses productions qui leur étaient demandées. La production de papier pour ouate de cellulose qui est privilégiée par notre association (même si d'autres matériaux pourront être produits) ne posera pas de difficulté et améliorera même les capacités productives. La conception de la machine actuelle permet de traiter des papiers que nombre d'autres papeteries ne pourraient prendre en charge.

La FILPAC en Aquitaine a engagé bien des initiatives durant des décennies pour maintenir des entreprises, rappelez nous notamment la bataille du syndicat de Tartas, celle de *Sud-Ouest* lors du lock-out, celle des Cartonages de France, etc.

L'association Avenir Papeterie de Bègles et de la CGT est une nouvelle page à écrire. Le groupe ETEX peut même tirer avantage de ce que la négociation entamée aboutisse à la réindustrialisation du site. Réunie autour d'un même objectif, toute la CGT doit nous permettre de montrer que la fermeture d'une entreprise peut être évitée, dès lors notamment que les salariés et les bonnes volontés militantes s'approprient leur part de travail possible. ●

*Euratlantique : Création d'un nouveau centre d'affaires au rayonnement international en même temps que de nouveaux quartiers.

Pour plus d'infos :

www.avenirpapeteriedebegles.fr/
www.filpac-cgt.fr/la-cgt-motrice-pour-la-reindustrialisation-de-la-papeterie-de-begles/
www.filpac-cgt.fr/papeterie-de-begles-interrogations-et-espoir/
www.filpac-cgt.fr/pour-que-vive-la-papeterie-de-begles/
www.filpac-cgt.fr/la-papeterie-de-begles-doit-vivre/
www.filpac-cgt.fr/papeterie-de-begles-inacceptable/
www.filpac-cgt.fr/papeterie-de-begles-pour-une-table-ronde-garantissant-un-avenir-industriel-et-social/
www.filpac-cgt.fr/la-papeterie-de-begles-industrie-indispensable-interpellation-du-maire-de-begle-vice-president-de-bordeaux-metropole/
www.filpac-cgt.fr/politique-detex-ou-comment-plus-encore-deshabiller-la-mariee/
www.filpac-cgt.fr/point-sur-les-elections/

Saviez-vous que 35 et 55 ans sont des âges-clé pour votre santé bucco-dentaire ?

N'attendez-plus, programmez un rendez-vous de contrôle avec votre dentiste !

Pour en savoir plus, retrouvez tout le programme Branchez-vous santé :



en partenariat avec



**branchez-vous
santé**



AG2R LA MONDIALE

L'ACTU en bref... MONDE

POLITIQUE INTERNATIONALE/PROGRÈS SOCIAL/ SYNDICALISME INTERNATIONAL/ DROITS SOCIAUX

IRLANDE

Semaine de quatre jours

En février 2022, les employeurs irlandais introduiront la semaine de quatre jours à titre d'essai pour une période de six mois. Le gouvernement a soutenu le concept en fournissant 150 000 euros pour financer une étude sur l'impact social, économique et écologique de la semaine de travail à 4 jours. ///



ÉCOSSE

L'Écosse aussi...

Le parti au pouvoir (l'Écosse a son propre gouvernement), le SNP (Parti national écossais, gauche), 47 % des suffrages pour le vote par circonscription, 40 % pour la liste régionale) avait proposé la semaine de 4 jours dans son manifeste électoral. L'Écosse va donc elle aussi tester le système et ce sans perte de salaire (selon une enquête, 80 % des salariés sont favorables à la semaine de 4 jours qui améliorerait leur bien-être.) ///

EUROPE / MONDE

DEUX CONGRÈS INTERNATIONAUX

Les 1^{er} et 2 juin derniers, IndustriAll Europe a tenu son troisième congrès, pour la première fois en ligne. Il a réuni 350 délégués et a été suivi par autant d'invités et observateurs. Les 14 et 15 septembre, c'était au tour de IndustriAll Global Union de tenir son congrès, également en ligne et en direct. Il y avait 2 897 participants inscrits dont 692 délégués représentant 434 organisations venant de 111 pays.

Les deux congrès se sont déroulés sans aucun incident technique, ce qui, compte tenu du nombre de participants est assez remarquable. Les votes électroniques n'ont pas davantage posé de problème. Si d'un point de vue technique les congrès ont été parfaitement fluides, il est vrai que ces événements en ligne nécessitent une plus grande préparation en amont, y compris au niveau des décisions à adopter par les délégués. Ce type de congrès, dans leur déroulement, ressemblent plus aux congrès des pays du nord de l'Europe dans lesquels les décisions sont prises en amont, le congrès ne faisant que les entériner. Cela manque peut-être de spontanéité mais ça ne retire rien au caractère démocratique et transparent de ces deux congrès en ligne. Le congrès d'IndustriAll Europe a adopté un plan stratégique qui définit les priorités et les actions pour les deux prochaines années. Une conférence politique se tiendra à mi-mandat, en Grèce, afin d'adapter les priorités politiques en fonction de la situation. De son côté, celui d'IndustriALL Global Union a adopté son plan d'action pour les quatre années à venir. Un comité central sera organisé à mi-mandat, en Afrique du Sud, dans l'objectif d'évaluer la mise en place des orientations politiques et, le cas échéant, les adapter. Les deux organisations ont renouvelé leurs directions. Pour IndustriAll Europe, Luc Tringle a été réélu secrétaire général et Michael Vassiliadis, président.

Pour Global Union, Atle Høie a été élu secrétaire général et Kemal Özkan a été réélu secrétaire général adjoint. Parmi les nouveaux secrétaires généraux adjoints on note l'élection de Christine Olivier, secrétaire internationale de Numsa (métallurgie) d'Afrique du sud. Lors du congrès elle s'est exprimée en ces termes : « Nous devons revenir à l'essentiel, construire des syndicats démocratiques, contrôlés par les travailleurs, qui permettent d'obtenir des emplois de qualité et permanents. Tous les accords conclus, y compris les accords mondiaux avec les multinationales, doivent faire progresser les droits des travailleurs. Ces accords, à l'avenir, doivent être exécutoires, en particulier au sein de l'ensemble des chaînes d'approvisionnement. »

La mobilisation des progressistes a permis de donner une orientation beaucoup plus revendicative dans les documents d'orientation et les plans d'action des deux organisations, mais tout de même à des niveaux différents, mais aussi avec des enjeux différents. ///



Indonésie : la « loi omnibus » sur le travail enflamme le pays

Des violents affrontements ont éclaté dans toute l'Indonésie depuis le début de la semaine, à la suite du vote d'une nouvelle loi sur le travail qui réduit les droits des salariés et menace l'environnement. Les étudiants ont rejoint les protestations qui risquent de s'étendre encore.

Dunus Muis, le 20/08/2014 à 11h

10/08/2014



INDONÉSIE

Menaces contre les droits sociaux

La loi Omnibus, mise en avant par le pouvoir indonésien pour « attirer » les investisseurs étrangers et « stimuler » la création d'emploi est grave de dangers pour les travailleurs : suppression du salaire minimum, réduction des indemnités de licenciement, réduction des jours de repos et du congé maternité et contrôles moins stricts concernant l'impact environnemental des usines. En clair, on fait le maximum pour l'implantation des entreprises multinationales au détriment des droits sociaux, des conditions de vie et de santé des travailleurs. Les syndicats indonésiens et particulièrement le Fspmi (le syndicat des métallurgistes d'Indonésie) mettent en garde les travailleurs des autres États de la région, dont les régimes pourraient s'inspirer de la loi Omnibus. ///



AFGHANISTAN

LE RETOUR DES TALIBANS

D'un seul coup ou presque, depuis que les Américains et leurs alliés occidentaux, dont la France, se sont retirés d'Afghanistan dans les conditions que l'on connaît, on ne parle presque plus de ce pays. Les talibans peuvent désormais le « gérer » à leur guise, mener des exécutions sommaires sans que les chancelleries occidentales ne s'en émeuvent.

Pourtant, le retour des « étudiants en religion » était prévisible. La guerre menée par les Américains pendant deux décennies,

qui sont passés de la volonté proclamée de combattre le terrorisme, notamment celui d'Al Qaïda, allié des talibans, à une occupation et une guerre sans nuance contre la population, a été le terreau dans lequel se sont de nouveaux enracinés les talibans, formés et armés par les services pakistanais.

Les talibans ne se sont pas remis en selle par génération spontanée, cela fait plusieurs années que sous l'égide des Américains des pourparlers ont lieu, notamment à Doha, pour les faire entrer dans le jeu gouvernemental afghan. Les dirigeants de Washington (républicains et démocrates mêlés pour l'occasion) n'ont rien trouvé de mieux pour sortir du borbier que de revenir à la case départ. En clair, vingt ans de guerre pour rien.

Le retour des talibans s'explique aussi par l'indigence des gouvernements afghans qui se sont succédés, notamment dans la dernière période : l'incapacité à diriger le pays, la corruption, la gabegie, le sous-équipement et le manque de formation de l'armée. C'est la même stratégie qui avait prévalu lors de la première prise du pouvoir par les talibans en 1996.

Depuis le départ des Soviétiques en 1989 et la chute du régime de Najibullah, issu du Parti démocratique du peuple (le parti des communistes afghans) deux ans plus tard, les différents groupes moudjahidines n'avaient rien trouvé de mieux que de se livrer à des combats féroces pour le contrôle du pouvoir à Kaboul et dans les différentes provinces.

Lorsqu'ils interviennent en 2001, après l'attaque terroriste contre le World Trade Center et le Pentagone, les Américains le font pour en finir avec l'État terroriste que les talibans ont formé en étroite alliance avec Al Qaïda, l'organisation dirigée par Oussama ben Laden. Vaincre les talibans vaut pour les Américains vaincre Ben Laden.

Aujourd'hui, les premières mesures du nouveau régime sont d'abord d'interdire de fait aux femmes de travailler, d'interdire aux filles d'étudier après l'âge de 12 ans, de s'en prendre aux minorités ethniques, notamment les Hazaras, population d'origine turco-mongole et de confession chiite, et d'empêcher tout mouvement de contestation. Malgré cela des manifestations de rue ont eu lieu à Kaboul et même à Hérat, dans le sud du pays. Une résistance populaire, animée notamment par des syndicalistes voit le jour. Pour le moment cette opposition n'incite pas à la lutte armée contre le régime taliban mais a des actions de masse pour le droit des femmes, des salariés, des jeunes.

La CES avait déclaré le 9 septembre dernier, en appelant à la solidarité : « La chute du gouvernement afghan a démontré l'échec de l'OTAN et a montré la nécessité d'une relance du multilatéralisme mondial, basé sur la démocratie et la paix, la solidarité et le respect des droits de l'homme. »

Le retour des talibans, notait la CGT le 17 août dernier, est « le résultat d'une guerre qui comme toutes les guerres était sans issue car elle ne répondait qu'à des impératifs liés à la politique intérieure des États-Unis et soutenue par de nombreux pays occidentaux, dont la France. Les gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais eu comme finalité d'établir un pays sûr en améliorant la situation sociale et économique pour le peuple afghan ». ///



Un des nôtres

Christian Langeois, auteur de nombreuses biographies, dont celles d'Henri Krasucki et de Georges Séguy, nous explique pourquoi il s'est attelé à celle de l'homme multiple qu'était Jean-Pierre Chabrol¹.

 CHRISTIAN LANGEOIS

En dix-huit minutes, le soir du réveillon de Noël 1964, au plus grand bonheur des téléspectateurs de la chaîne unique de l'ORTF, le ton est donné, l'écrivain, journaliste Jean-Pierre Chabrol est devenu conteur. En une, deux, trois émissions, avec *La nuit écoute*,² le Cévenol va acquérir la popularité médiatique, familiariser les téléspectateurs avec son image, qui restera celle de l'écrivain « en velours côtelé », à la barbe généreuse, la chemise à carreaux, la pipe, les yeux malicieux et le sourire espiègle.

Les grands thèmes qui vont traverser son œuvre sont déjà là, intemporels : les camisards, l'accueil, l'hospitalité, la grand-mère, le luxe d'avoir du temps, l'horloge, la famille, la Cévenne, la veillée, la famille étendue à ses camarades de résistance, de parti. Toute une nostalgie de valeurs rassurantes pour bien des citadins, qui déjà « ont quitté un à un le pays pour s'en aller gagner leur vie loin du pays où ils sont nés » pour gagner le bureau de poste, le centre de chèques postaux. Et qui ont compris rapidement qu'ils sont bien loin « d'attendre sans s'en faire que l'heure de la retraite sonne ».

Reconnue, populaire quatre décennies durant, son œuvre est impressionnante : des centaines d'articles, des dessins et caricatures dans *L'Humanité*, *La Vie Ouvrière*, *le Peuple* et bien d'autres, trente-sept livres malheureusement non réédités à ce jour mais largement diffusés en occasion, des pièces de théâtre, des émissions de radio et de télévision, dont certaines accessibles sur le site internet de l'INA, puis une longue tournée de spectacles comme conteur.

La générosité d'une œuvre qui certes, ne se laisse pas classer sans résistance, mais n'en reste pas moins cohérente par le ton, le souffle de l'auteur et ses engagements.

Pour la construire, il a fallu au khâgneux de Louis-le-Grand s'arracher littéralement des bras de ses parents, enseignants d'Alès, pour rejoindre le maquis et ceux,



ouvriers, mineurs, jurant dans toutes les langues, déguenillés, affamés, armés de bric et de broc, qui deviendront ceux qu'il appellera sa vie durant « les miens ». Une nouvelle famille, comme celle de sa fière épouse corse, Noëlle Vincensini, résistante, déportée. Les miens, ceux du journal *L'Humanité*, dont pourtant il lui faudra, se dépouillant de certaines certitudes, s'écarter en 1956.

Il va raconter avec émotion les camisards, les rebelles de tout acabit, les petits, les laborieux, la piétaille. Ses décors, ce sont sa Cévenne bien sûr, et les guerres, les luttes, qu'elles soient celles de la ferme contre le château, des mineurs de Lardrecht, des vigneron, du maquis. Mais c'est aussi l'armée de De Lattre, la guerre d'Indochine, le Saint-Germain-des-Prés de la Libération. Puis viendront Paris et sa banlieue dans les années cinquante, la Commune de Paris, le Parti communiste des années de la Guerre froide.

Il a choisi son camp. Sa détermination à vouloir que par le biais de la fiction, les lieux de l'enfance, puis du monde du travail, des grands ensembles naissants des années cinquante-soixante, sortent du silence et que les « sans voix » de toutes époques ne demeurent pas dans l'oubli, son souci de les évoquer et de les penser à hauteur d'homme, constituent un trait original, peut-être même l'unité de son œuvre.

Généreuse, la vie va lui offrir des rencontres décisives, celles des militants croisés lors de ses reportages, mais aussi

Georges Brassens et Louis Aragon, Yves Montand et Jean Ferrat, Pierre Mac-Orlan et André Chamson, le chanteur occitan Claude Marti et le mineur d'Alès Francis Iffernet. Le succès, l'âge, les désillusions, ne lui feront jamais renier ses expériences fondatrices et leurs enseignements. Autant d'amitiés, d'éclats de rire, de combats fraternels, d'émissions de radio ou de télévision devenues mémorables, et parfois scandaleuses, telle celle de mars 1969, où il conduit le face-à-face Brassens-Ferrat au cours duquel son ami interprète de *La montagne* écope d'une interdiction de télévision.

Dès les années soixante-dix, il défend avec éclat le « *Vivre, travailler, décider au pays* » qui nourrira les grandes luttes pour la défense des bassins miniers, du monde de la vigne, plus largement de l'emploi et, déjà, des services publics. Ce mot d'ordre brandi pour la défense du bureau de poste, de l'école, de la ligne de chemin de fer, n'a pas vieilli. Très rapidement, son éloquence populaire et parfois enflammée, sa parole fleurie, son parler fort, voire très fort, lui paraissent le meilleur moyen d'être entendu.

Attaché à l'écriture de l'histoire sociale par la biographie, il m'a fallu pour saisir Jean-Pierre Chabrol tel qu'en lui-même, aborder bien évidemment son œuvre écrite et orale, là où il semble en effet parler de sa famille, de ses amis, de ses camarades, des luttes partagées. Il m'a fallu tout autant tenter de tricoter ou détricoter dans l'œuvre de fiction ce qui relève au plus près du vrai. Cette familiarité avec l'œuvre a ouvert des pistes, largement complétées, parfois contredites par l'accès à des archives inédites, grâce aussi à la confiance de ses proches et par la rencontre de pas moins de trente-quatre témoins.

Comme mes précédentes recherches, consacrées à des personnalités telles que Marguerite Buffard, Suzanne Cointe, Henri Krasucki, Georges Séguy ou celle de Louis Viannet sur laquelle je travaille actuellement, cette biographie devrait apporter des éclairages nécessaires à la découverte, non de la vie, mais des vies passionnantes de cet auteur populaire.

L'image lissée d'un Chabrol disert, à la voix chaleureuse qui fleure le terroir, mais aussi furibard, à la vie mouvementée, laisse ainsi deviner en filigrane les interrogations, les contradictions de l'homme qu'il fut, celle des femmes, des hommes de sa génération. ●

1. Christian Langeois, *De ce que j'ai vécu à ce que j'imagine, la biographie de Jean-Pierre Chabrol*, Éditions Helvétius.

2. *La nuit écoute* I.N.A. Réalisation Robert Crible, 26 décembre 1964

Une offre complète au service des salariés

Des cabinets indépendants des directions

Constructeurs d'alternatives

Nos domaines d'intervention



Expertise comptable
et conseil aux IRP

- Diagnostics et recommandations dans les domaines économiques, financiers, sociaux, organisationnels et juridiques / formation
- Analyse des stratégies de groupe, aux échelles France / UE / Monde



Comptabilité et Audit
des Comptes CSE et IRP

- Études, benchmarks de la concurrence nationale et internationale, monographies de groupes
- Analyses critiques des politiques "RH" dont les politiques de rémunération, de formation, de mobilité professionnelle aux échelles France / UE / Monde



Commissariat
aux comptes

- Assistance pro-active lors des "ruptures" : plans de restructurations, licenciements économiques, fusions, acquisitions, OPA (...), enjeux de délocalisations, transfrontaliers (...)



Formation

- Commissariat aux comptes des CSE et OS
- Conseil(s) et assistance(s) juridique(s) en ligne
- Expertise et révision comptable / formation auprès des CSE, OS et structures associées
- Études en lien avec les territoires et la "décentralisation", enjeux d'aménagement des territoires, de leurs équilibres, des questions transfrontalières



Expertise
SSCT

- Examen des organisations, des nouveaux modes de management, des conditions de travail, de santé et de sécurité / formation

QUATRE-VINGTS ANS DU MASSACRE DE CHÂTEAUBRIANT

“Adieu mon gars”

Désiré Granet est fusillé, avec vingt-six autres camarades, en octobre 1941, à Châteaubriant. Un massacre qui renforce la détermination de nombreux communistes et patriotes à résister à l'occupant nazi.

 JÉRÉMIE DEMAY

Arrêtés, internés, fusillés au seul motif d'être communistes et militants à la CGT. La clairière de la Sablière, à Châteaubriant, résonne encore des coups de feu du peloton d'exécution qui a assassiné vingt-sept patriotes, le 22 octobre 1941. Moyenne d'âge : trente-huit ans. Massacrés au nom de la politique des otages, qui s'applique à toute personne arrêtée. Pourquoi ? Face à l'augmentation des actions de résistance, les nazis répondent par la terreur : « *En cas d'un nouvel acte, un nombre d'otages correspondant à la gravité de l'acte criminel commis sera fusillé.* »

La terreur des représailles

Quand le 20 octobre 1941, le lieutenant-colonel et Feldkommandant de Nantes Karl Hotz est tué, les occupants appliquent leur doctrine de représailles. Le jour même, à Châteaubriant, le camp de Choisel, gardé par la gendarmerie française, reçoit le renfort de troupes allemandes. La liste d'un baraquement est déjà constituée depuis le mois de juillet. Ses occupants ont été sélectionnés par les autorités de Vichy. Parmi eux, Guy Môquet, Jean Grandel, Charles Delavaquerie, Raymond Tellier, ou encore Désiré Granet, secrétaire général de la fédération CGT des papiers et cartons, et militant communiste. D'après son fils, Raymond – décédé en juillet dernier et ancien vice-président de l'Amicale de Châteaubriant – son arrestation, en octobre 1940 par la police française, ne doit rien au hasard : « *On en a déduit que c'était pour ses idées politiques et ses actions en 1936, en tant que communiste. Les événements de l'époque avaient déplu à certaines personnes du gouvernement et il avait sans doute été fiché, en tant que responsable CGT.* » (Oise hebdo 21/10/17) Désiré Granet est d'abord interné au

camp de Voves, puis à Fontevraud, puis à la centrale de Clairvaux, pour enfin arriver, fin avril 1941, à Châteaubriant. Sur place, il retrouve beaucoup de camarades communistes.

« Tu ne verras plus ton papa »

Dès le 20 octobre 1941, le général Von Stülpnagel, commandant militaire en France, lance un ultimatum : « *En expiation de ce crime* » – la mort de Karl Hotz – *cinquante otages seront fusillés ainsi que cinquante autres si les coupables ne sont pas arrêtés avant le 23 octobre à minuit.* » Une récompense de quinze millions de francs est même promise. Sur la liste de cent détenus, le ministre de l'Intérieur de Vichy, Pierre Pucheu, retient cinquante noms pour la première vague d'exécution. Ceux qui restent sont en sursis.

Le 22 octobre, en début d'après-midi, les vingt-sept condamnés rédigent des lettres pour leurs proches. Désiré Granet écrit à son épouse, Yvonne, et à leur fils Raymond. Ses mots arrachent encore le cœur : « *C'est fini, tu ne verras plus ton papa que tu aimais tant. Quelle cruelle douleur pour ton petit cœur d'enfant.* » Il achève sa lettre par une recommandation, comme pour transmettre, une dernière fois, les valeurs d'une éducation digne. « *Tu es bien jeune, 11 ans, et tu n'as plus ton papa, console ta maman et dans la vie sois bien courageux et honnête. (...)* Adieu mon gars. »

Ils sont ensuite chargés dans un camion, direction la Sablière. En vingt minutes, les vingt-sept tombent sous les balles. Aucun n'a souhaité avoir les yeux bandés et les mains attachées. La majorité a chanté la Marseillaise face au peloton. Leurs corps sont enterrés le lendemain, dans trois cimetières différents. Malgré l'interdiction, quelques jours après le massacre, des fleurs sont déposées au pied des poteaux d'exécution. Raymond était à l'école à ce moment : « *Ma mère est venue me chercher pour m'en informer... Le lendemain, des affiches ont été placardées sur les immeubles autour de chez nous, avec tous les noms des fusillés.* » (Oise hebdo 21/10/17)



« Vous qui restez, soyez dignes de nous »

Les nazis, qui voulaient susciter la terreur, n'obtiennent en retour qu'un nombre croissant de résistants à leur occupation et à leur barbarie. Yvonne est, elle aussi, entrée en résistance active en distribuant des tracts. Mais la police de Vichy et la Gestapo l'ont repérée. Averti par des voisins, le reste de la famille Granet prend ses valises et part se cacher en Seine-et-Marne.

À la fin de la guerre, Raymond n'a pas encore quinze ans. Toute sa vie il va œuvrer pour le combat contre l'oubli en animant, notamment, l'Amicale de Châteaubriant.

Comme l'écrivait Guy Môquet, aux côtés de Désiré Granet : « *Vous qui restez, soyez dignes de nous.* » Une dignité passant bien sûr par la mémoire, mais aussi par la vigilance, quatre-vingts ans après, terriblement d'actualité. ●

LETTRE DE DÉSIRÉ À SON ÉPOUSE

« *Ma chère Yvonne,
Quand cette lettre te parviendra, tu auras appris l'horrible nouvelle.
Dans un instant, je serai parti rejoindre ceux qui déjà sont déjà tombés.
Comme tu me l'as demandé, je suis courageux, je n'ai pas peur de la mort.
Ma chère Yvonne, pardonne-moi les petites choses que durant ma vie trop courte je t'ai fait subir, aime bien notre petit comme je l'aimais, fais-en un homme courageux et honnête, sois fidèle à ma mémoire.
Je pars en emportant la certitude que tu ne seras pas seule, mes amis et mes parents t'aideront à supporter la douleur qui te frappe.
Ma pauvre chérie, je t'ai toujours aimée et dans quelques minutes un point final sera mis à mon existence.
Ma dernière pensée s'en va vers vous.
Je ne tremble pas, cette lettre est mal écrite parce que je l'écris le long d'un mur.
Allez ma petite Yvonne, sois courageuse comme je le suis, du courage et de la confiance en l'avenir. Nous sommes ici 27 qui dans un instant seront exécutés, leur courage à tous est magnifique.
Allez, ma petite Yvonne, embrasse une dernière fois tes parents pour moi, ainsi que les miens. Je t'embrasse une dernière fois.*

Ton Dédé jusqu'à la mort. Une dernière pensée à tous les amis. »

LETTRES françaises

Les Lettres françaises reviennent au papier

Le journal culturel dont Aragon fut le directeur de 1953 à 1972,
s'offre une nouvelle vie après plusieurs années de publications sur le net, en pdf.

« Nous serons peut-être au début une petite armée.
Mais avec vous, nous devons gagner ce pari, le pari de l'intelligence,
dans un temps où l'obscurantisme pèse sur nos esprits
comme une chape de plomb. Alors, allons y ! »

Jean Ristat

Directeur des *Lettres françaises*



BULLETIN D'ABONNEMENT AUX LETTRES FRANÇAISES

Version papier. Je désire m'abonner aux *Lettres françaises*.

Pour ce faire j'utilise une des propositions d'abonnement :

11 numéros de 16 pages – **20 euros**

11 numéros de 16 pages et 2 hors série – **35 euros**

Soutien – **50 euros** et plus

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Téléphone :

Chèques à l'ordre de SEPC-Helvétius, en indiquant au dos *Les lettres françaises*

Bon de commande à retourner à l'adresse suivante : **SAS-Helvétius, 21 place Maurice-Thorez Local, 1, 94800 Villejuif**
abonnementsLLF@editionshelvetius.com

Et à la fin, c'est Alice qui gagne !

Après trois ans de procédure et une condamnation en première instance pour injure publique, Alice Gorlier triomphe enfin d'une absurde accusation. Retour sur cette ultime audience, le 20 septembre dernier, à la cour d'appel de Douai.

 ANNE DUVIVIER

Les longs bancs étroits et durs de la salle du tribunal, permettent immédiatement de se rappeler, si besoin en était, que le confort n'est pas la priorité du lieu. On aura le temps de s'y ankyloser, l'affaire d'Alice ne sera que la quatrième de l'après-midi. On juge d'abord l'appel d'un jeune homme, arrêté en état d'ébriété avancée, par trois fonctionnaires de police, qu'il a copieusement insultés. La lecture de ses propos tels que rapportés par les policiers, offre un petit moment divertissant à l'auditoire. Pour faire bonne mesure, il a également, ce jour-là, « *craché dans toutes les directions* »...

Vient ensuite un présumé incendiaire de voiture qui affirme être victime d'une dénonciation mensongère, puis un infirmier libéral accusé d'avoir escroqué l'assurance maladie. Lui, plaide l'esprit de service et la compassion pour justifier des soins non prescrits par des médecins, mais les sommes engrangées et l'état florissant de son patrimoine immobilier laissent penser que charité bien ordonnée commence par soi-même.

Un petit bonhomme fluet

Il est 16 h 56 précisément, quand Éric Gheysens, ex-patron d'Alice, se coule furtivement dans la salle, dans le sillage de son avocat. Celui qui a fait preuve d'un tel mépris par rapport à ses salariés, se révèle un petit bonhomme fluet, à la silhouette juvénile, masqué jusqu'aux yeux. Comme un élève convoqué chez le proviseur, il se statufie sur une chaise, jambes et bras croisés, et jusqu'à la fin ne donnera pas d'autre preuve de vie que l'agitation nerveuse d'un pied.

Le juge, en préambule l'affirme : ce qui est en débat n'est pas la légitimité du dessin de Rust ou du combat d'Alice mais un point de droit : la reproduction de cette caricature était-elle injurieuse ou pas ? Alice évoque cependant toutes les fois où son patron l'a traînée personnellement au tribunal pour des raisons

syndicales. Il a toujours perdu, jusqu'à ce licenciement qu'il a fini par obtenir, contre l'avis de l'inspection du travail mais avec l'accord de la ministre.

C'est apparemment ce que l'avocat d'Éric Gheysens appelle « *des petites chamailleries* », histoires de salaires, de retraites... « *rien que du classique* », accusant Alice d'avoir « *personnalisé le contentieux* » avec le « *directeur du site, donc salarié au même titre qu'elle* » et réclamant pour « *cette volonté de blesser* », 10 000 euros.

Comme une tornade...

Comme on le remarque, on est quand même un peu rentré dans le fond de l'affaire. Créneau dans lequel s'engouffre comme une tornade, maître Chalon, l'avocat de la CGT, qui entreprend de bousculer ses interlocuteurs avec un tout autre ton, et émaille sa plaidoirie de formules qui font mouche. En dix-huit mois, Alice a écopé de neuf procédures à l'initiative de son directeur. En matière de rapports tendus, ironise-t-il « *on tient le pompon* ». Concernant l'atelier répugnant que notre dessinateur a représenté en porcherie, il appuie sa description d'un « *ça pue, c'est dégueulasse* » qui transporte brusquement la cour dans la vie réelle de cette entreprise, beaucoup moins bisounours que ce que suggérerait le défenseur d'Éric Gheysens. Les salariés pour lesquels Alice se bat n'ont pas la vie belle, « *mais il faut manger, alors on s'écrase et on la laisse monter au front* ». En tennis, on appellerait ça jeu, set... ? On y croit, et on fait bien.

Le 18 octobre, le jugement tombe : « *[...] aucune des parties ne conteste que cette caricature est intervenue dans le cadre d'un conflit syndical au sein de l'entreprise concernant la salubrité de locaux. La publication a été publiée dans un cadre conflictuel du travail et n'était pas une attaque gratuite contre le dirigeant de la société.*

Compte tenu de sa nature même, la publication critiquée n'excède pas les limites de la liberté d'expression dans un contexte de polémique syndicale faisant suite à un conflit social.

En conséquence, il convient de relaxer, la prévenue des faits qui lui sont reprochés. » ... Et match !

« *Vous pouvez mettre des ailes sur un cochon, mais vous ne ferez pas de lui un aigle.* » Proverbe chinois.

Tout ça, pour ça ?

Au bout de trois ans de procédure, on serait tenté d'épiloguer avec amertume sur la bêtise de l'accusation, par-dessus l'ignominie de la situation, le temps perdu, la démesure des moyens humains et financiers. Sans compter qu'il y a encore un jugement sur le feu, Alice contestant son licenciement.

Mais pour l'heure, on préférera lever nos verres à la victoire de la lutte syndicale, des convictions et de la fraternité, de la ténacité et du courage. Santé, Alice ! ●

Rappel des épisodes précédents

2017, Alice, déléguée syndicale CGT chez Ondulys, à Saint-Quentin-sur-Aisne, se bat pour obtenir de sa direction qu'elle mette aux normes un atelier vétuste et répugnant. La FILPAC relate ce combat sur son site et l'illustre par une série de dessins de Rust, où l'atelier est représenté en porcherie et le patron en cochon. Alice reprend un dessin sur sa page Facebook (13 avril 2018).

Poursuivie au tribunal par son patron, et licenciée entre-temps, elle est, le 7 octobre 2020, condamnée pour « injure publique envers un particulier par parole, écrit, image ou moyen de communication au public par voie électronique » et fait appel de cette décision.



Le dessin de Rust à l'origine de la procédure

Disparition de Laurent Bouyrie

Laurent Bouyrie, ancien secrétaire de la section photograpeurs SGLCE-CGT, notre ami, notre camarade, nous a quittés cet été au terme d'une longue maladie. Ces quelques lignes lui rendent hommage.

 GILBERT BONHOMME

Laurent. Voilà maintenant plus d'un an que Jean-François, nous avait réunis pour nous annoncer la terrible nouvelle, ton chirurgien n'avait pas mâché ses mots, il ne t'avait pas laissé beaucoup d'espoir, tout au plus quelques semaines. Je ne pouvais pas le croire et, en rentrant chez moi, j'ai tenté de t'appeler, pour te proposer si tu le souhaitais, de me contacter.

Mon téléphone est resté muet plusieurs jours, puis une nouvelle fois tu as eu ce courage que peu d'êtres humains auraient eu dans ta situation. Comment oublier ce jour où, pendant près d'une heure, nous avons parlé tous les deux. Ta voix était un peu voilée mais visiblement tu semblais serein. Nous avons parlé de tout, de ta maladie bien sûr, mais surtout de cette terrible échéance, tu me parlais des soins palliatifs ce jour-là, tu ne semblais pas souffrir... la morphine disais-tu.

Puis tout à coup, tu as changé de ton pour me dire que tu envisageais de partir quelques jours avec Julia



et Blandine au bord de la mer, tu te régalaies par avance des huîtres, que vous alliez déguster. Deux jours plus tard tu m'as envoyé une photo de vous trois, au bord d'une plage, avec ce message : « *C'est juste pour rire...* » Je sais que vous y êtes retournés la semaine d'après pour revoir l'océan.

Mais ce jour-là, tu m'as aussi dit combien il était bizarre d'attendre « cette putain de faucheuse » et surtout de savoir que rarement elle manquait son rendez-vous. Alors tu m'as expliqué comment avec soin, tu as vérifié point par point que tout était en ordre pour ton départ, et combien tu as été rassuré par l'efficacité de Jean-François.

Alors en famille, vous avez pu préparer la cérémonie que nous vivons aujourd'hui, le lieu, les photos, la musique, rien ne vous a échappé, vous avez voulu, comme tu disais, être à la hauteur.

Mais où as tu, où avez-vous trouvé cette force, pendant ces mois de luttes et de traitements, contre cette saloperie de maladie. Nous nous sommes revus plusieurs fois et chaque fois, sans trop te plaindre, tu expliquais les visites à l'hosto, les traitements, sans te résigner tu tentais tout pour vivre simplement. Ta confiance en la science était forte, et en pleine crise sanitaire, toi tu luttais.

Laurent, j'avoue que lorsque nous nous téléphonions, à peine raccroché, j'étais effondré et parfois même les larmes montaient.

Et puis les mois ont passé, tes messages se voulaient toujours rassurants et souvent imagés d'un zeste de caviar du petrossian, de homard...

Aujourd'hui, nous sommes là, comme tu l'avais imaginé, je suis là, debout devant toi, ta famille et les copains, franchement c'est dur mais pour toi c'était écrit, alors voilà...

Laurent, si je t'ai vu arriver dans la profession avec les jeunes en formation, la génération 81, je dois le dire, même si certains peuvent en sourire, nos chemins ne se sont pas croisés devant un pupitre ou un écran, pourtant beaucoup de souvenirs remontent : l'AFPPI, *France-Soir*, les conseils techniques, les assemblées générales, les manifs, et puis les actions, comment oublier.

Je ne peux pas dire ici qu'au début nous étions très liés tout les deux : toi le fils d'un secrétaire clicheurs et moi le photographe, gendre de... mais tous les deux nous avons en commun les mêmes valeurs, les mêmes racines et un même attachement : la CGT, le parti communiste, Champigny.

Si l'après-*Parisien libéré* avait été marqué par un léger sursis dans notre profession, dès le début des années 90, les patrons de presse ont vite repris les attaques contre les ouvriers du Livre et surtout contre

leur statut. Je garde en mémoire, avec beaucoup de plaisir, ces moments passés au chevet de ce monument qu'était *France-Soir*, à Réaumur, à Bercy, au Louvre avant une étape à Aubervilliers...

Jean-Claude, Patrice, Olivier, Christophe les camarades typos, électros Jean-Yves, Christian, Thierry... À l'époque, il y avait du monde dans les ateliers et les effluves d'anis étaient forts, jusque dans les locaux syndicaux, mais cela n'empêchait certainement ni la bonne sortie des titres ni de produire de superbes documents pour défendre la presse et le pluralisme. Nous étions souvent malheureusement seuls pour mener ce combat.

Laurent, tu aimais ton métier, et aussi la bonne chère, le bon vin et les plaisirs de la vie, tu adorais plaisanter, les camarades les plus proches peuvent en témoigner. Tu tenais de René, ton père, l'amour des voitures, de la vitesse, des longues parties de pêche. Si tu nous parlais souvent des grands hôtels où tu aimais descendre avec Blandine, tu adorais ces pique-niques visiblement très class et très soignés dans des lieux particulièrement insolites.

Laurent, j'ai apprécié de militer avec toi, mais je dois avouer que notre vraie rencontre fut ces dernières

Pourtant, avec ténacité et persévérance, Laurent, tu as tenté de tout ton cœur et de toutes tes forces de reconstruire ces liens, d'amitié, de solidarité, et de fraternité.

années. Tu venais d'être élu secrétaire de notre catégorie avec Jean-François, Laurent, et Pascal, moi je venais tout juste de quitter mes responsabilités. Pas si facile pour toi que d'arriver dans un Blanqui qui n'était plus le Blanqui que nous aimions.

Notre section avait déjà beaucoup changé, elle était en pleine mutation, tu avais participé à cette évolution salubre, mais les contacts avec les photographeurs devenus plus compliqués, le nouveau positionnement dans les rédactions changeaient la donne.

Je ne parlerai pas ici des autres catégories du SGLCE, chacun comprendra pourquoi. L'ambiance était très dégradée à Blanqui, tu en as souffert, tu y as fait d'ailleurs référence dans ta courageuse lettre de « démission » que tu as souhaité diffuser largement. Nos rapports étaient loin d'être au beau fixe avec notre syndicat, ils se sont dégradés au fil des plans sociaux mal résolus, nous le regrettons bien sûr. L'idée même d'un syndicat du Livre et de la communication unitaire a dramatiquement reculé.

Pourtant avec ténacité et persévérance, Laurent tu as tenté de tout ton cœur et de toutes tes forces de reconstruire ces liens, d'amitié, de solidarité, et de fraternité.

En vain, tu étais unitaire pour deux, je te voyais faire, un peu seul dans notre grand bureau dans un Blanqui désert, la tâche était rude et le mépris et les coups bas réels. Jean-François étant très pris par la Fédération et surtout par Audiens et la mutuelle, il m'est apparu important de venir te filer un coup de main.

Laurent était partagé entre son travail en rédaction et son activité au SNJ CGT. Je passais au 94, de temps en temps puis plus régulièrement, presque tous les mercredis. Nous avons connu de grands moments autour des archives de notre section, des 8 pages photographeurs, avec ces éclats de rire lorsque une bonne idée, un bon mot ou un dessin de « Christoch » venait ponctuer notre travail.

Alors pour éviter la censure, il fallait encore diffuser notre prose, pour tenter d'informer les photographeurs en premier mais aussi surtout toucher l'ensemble des syndicats de notre fédération. Alors tu as collecté avec soin, une à une, les adresses, les portables, les mails. Tu as construit, aidé par Audrey, un site pour que notre voix ne soit pas bâillonnée, que l'on ne déforme pas nos positions.

Souvent lorsque tu avais une idée en tête, que ton sylvain te chatouillait, que tu préparais un article ou une intervention, tu m'envoyais ce message : « *dis moi, tu en penses quoi ?* ». Tu avais même une correctrice à ta disposition : c'est Claudine qui nous relisait avant le bon à tirer. Ces grands moments de complicité, tu ne peux pas savoir combien j'ai pu les apprécier.

Autre rendez-vous incontournable pour toi et pour moi, la fête de l'Huma avec bien sûr le repas photographeurs : invitations, affiches, apéro, tu organisais tout, avec le plaisir de réunir nos potes autour d'une belle table. Tu n'oubliais jamais le message politique, car pour toi le vivre-ensemble et la transformation de la société allaient de pair.

Si beaucoup étaient impressionnés par ta stature, ton air rude et ta barbe naissante, je veux témoigner ici de ta volonté et de ton écoute permanentes, pour résoudre les problèmes posés et toujours avec gentillesse et bonne humeur. Même si, parfois, le ton était plus haut, cela ne durait jamais longtemps.

Au moment de te quitter, Laurent, je veux témoigner combien tu étais fier de ta famille, attentif, soucieux de tes proches, toi le militant acharné, exigeant, qui souhaitais agir, changer cette société et lutter pour un monde meilleur.

Au nom de la section photographeurs, au nom de tous ces camarades qui se sont excusés de ne pas t'accompagner dans ton cher Jura, tout particulièrement Jean-François, Pascal, les Christian et Fabrice, je veux dire à ta famille combien nous avons été heureux de te connaître, de vivre, de travailler et de militer à tes côtés, combien tu as compté pour nous, combien nous t'aimions.

Nous mesurons le chagrin de Blandine, de Julia, de Thomas et d'Axelle qui t'ont accompagné et soulagé pendant toute cette période. Nous savons l'amour que tu portais à ta maman et à ta sœur. Toute ta famille sait qu'elle peut compter sur nous, tes camarades, tes amis. Nous les embrassons affectueusement, en leur présentant nos sincères et amicales condoléances. 26 août 2021. ●

Notre camarade Josué Thibout nous a quittés

Josué Thibout, militant chevronné et dévoué du Syndicat du Livre de Bordeaux est parti dans sa soixante-deuxième année. La FILPAC et le Syndicat du Livre de Bordeaux lui rendent ici hommage par la voix de Mario Ciona, son secrétaire général.

 MARIO CIONA, SG LIVRE DE BORDEAUX

Le décès de Josué nous a profondément affectés. Il était de ces syndiqués qui ont le militantisme chevillé au corps et sur lesquels on peut s'appuyer au quotidien pour toutes les actions visant à lutter contre les injustices et apporter soutien à celles et ceux qui en ont besoin dans leur parcours, notamment professionnel.

En 2011, Josué avait choisi de venir renforcer par son adhésion et son implication le Syndicat du Livre de Bordeaux. Sa bonne humeur, ses aptitudes et son dévouement l'ont rapidement amené à intégrer notre commission exécutive. Des hommes comme Josué sont happés en toute logique par d'autres structures ayant besoin de militants si volontaires ; il a intégré donc également la commission exécutive du comité régional FILPAC CGT Aquitaine, puis celle de la direction fédérale FILPAC CGT. Le représentant du personnel qu'il était a également eu plusieurs mandats au sein de l'entreprise ADREXO qui l'employait, qu'il s'agisse de ceux électifs au sein du comité d'entreprise et même ceux désignatifs, notamment comme délégué central syndical au sein de cette immense entreprise. Dont il ne se privait pas, du reste, de dénoncer les méthodes (et de s'y opposer) qu'elle employait dans de nombreux cas, vis-à-vis de ses plus de 20 000 employés. Il a consacré également ce qu'il pouvait de temps à l'interpro, aidant notamment l'union CGT départementale de la Gironde, en intégrant sa commission de contrôle financier.

C'était également un homme précis qui décryptait les textes avec aisance en raison des études qui lui avaient permis d'obtenir une maîtrise et il trouvait encore le temps de lire parfois plusieurs livres dans la même semaine, auprès des multiples bibliothèques bordelaises auxquelles il était inscrit.

Il était intarissable sur nombre de sujets et connais-

En 2011, Josué avait choisi de venir renforcer par son adhésion et son implication le Syndicat du Livre de Bordeaux. Sa bonne humeur, ses aptitudes et son dévouement l'ont rapidement amené à intégrer notre commission exécutive. Fraternité.



sait mieux que quiconque, au sein de notre organisation, l'histoire de France et au-delà, et possédait une mémoire qui m'a souvent épaté lorsqu'il abordait ses sources littéraires.

D'une humilité et d'une serviabilité constantes, nous le retrouvions systématiquement avec Frédérique son épouse, en tête de toutes les banderoles de mobilisations organisées par la CGT sur Bordeaux. S'affairer aux besognes les moins flamboyantes ne lui posait aucun problème, mais lorsqu'il s'agissait par exemple de se mobiliser dès 5 heures du matin sur un aéroport ou un péage à plusieurs centaines de militants, la fierté l'envahissait comme nous de participer à la défense des conquêtes gagnées de longues luttes par nos aînés. Il portait alors sa chasuble en gonflant sa poitrine, gagnait dix bons centimètres en tirant sur ses épaules et portait alors son drapeau haut, puis nous finissions notre mobilisation en goûtant bien souvent à des charcuteries fines qu'il avait dégotées la veille chez un artisan méticuleux.

Josué est parti à quatre jours de fêter sa 62^e année. La maladie ne l'avait pas épargné mais tous, nous espérions que les moments les plus difficiles pour lui étaient passés. Il s'est éteint alors qu'il venait de sentir le besoin de se coucher et de se reposer.

Cette injustice de partir si jeune, sera le combat que nous n'aurons pas su mener.

Je t'embrasse camarade. ●

Dès qu'il s'agit de rosser les cognes...

JACQUES DIMET

La France aime-t-elle sa police ? Poser la question, c'est déjà montrer qu'il y a un problème. Et cela ne date pas d'aujourd'hui, le mouvement ouvrier en sait quelque chose. Certes, bien souvent les fonctionnaires de police sont des fils et des filles du peuple, contraints par nécessité d'exercer ces métiers.

Mais cela fait belle lurette que les forces de l'ordre, les professionnels de la sécurité sont brocardés tant dans les chansons populaires que dans des pamphlets et autres publications.

Souvent, on entend dire que le problème viendrait de policiers et non de la police en tant qu'institution. Des brebis galeuses en quelque sorte, comme il y en aurait dans toutes les professions. Or, quand on porte une arme et qu'on a le droit de s'en servir le problème est naturellement différent. Car ces brebis galeuses ont la possibilité de tuer.

C'est bien la police en tant qu'institution qu'il faut revoir. La police comme l'armée obéissent à un pouvoir politique qui est décisionnaire en matière de doctrine de sécurité et qui fournit – ou non – les équipements et les dotations en effectif nécessaires. C'est aussi une décision des gouvernants que d'avoir ou non une politique de formation digne de ce nom. Avec la prolifération des politiques attentatoires aux libertés et le renforcement des courants xénophobes et autoritaires en France, nous nous rapprochons du point de bascule où nous

(...) Nous nous rapprochons du point de bascule où nous aurons perdu nos libertés et où toute critique de la police, ou de policiers, sera vécue comme une trahison.

aurons perdu nos libertés et où toute critique de la police, ou de policiers, sera vécue comme une trahison.

Prenons un exemple : une ancienne Miss France s'est fait voler sa montre à Strasbourg. Elle en a fait état sur les réseaux sociaux, affirmant qu'elle et ses amis avaient fait le tour du quartier pendant une heure à la recherche des voleurs, sans jamais rencontrer une patrouille de police. De fait, c'était police nulle part, injustice partout. Eh bien cette remarque, qui aurait pu aller dans le sens de ce que réclament des syndicats de police : plus d'effectifs, plus de moyens, a été vue comme de la propagande anti-flic par l'un des principaux syndicats de policiers, Alliance pour ne pas le citer, qui a demandé à la Miss de faire des excuses publiques.

Dans le même ordre d'idées le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, s'est fendu d'un communiqué suite à la reprise par la foule lors d'un concert rap à la Fête de L'Huma du slogan « *tout le monde déteste la police* ». Outre que chanter ce slogan sur l'air des lampignons n'a pas la même signification qu'au cours de manifs, là aussi Darmanin s'est ridiculisé et ridiculise l'institution dont il dit être le garant, en exigeant des excuses publiques des partis de gauche, organisateurs, selon lui de la Fête de L'Huma...

Ces réactions corporatistes montrent une hystérisation du débat public sur la police. Heureusement que le ridicule ne tue pas.

Un petit peu de Brassens pour nous (re)mettre en joie :

*Or, sous tous les cieus sans vergogne,
C'est un usag' bien établi,
Dès qu'il s'agit d'rosser les cognes
Tout l'monde se réconcilie.*

(...)

*En voyant ces braves pandores
Être à deux doigts de succomber,
Moi, j'bichais, car je les adore
Sous la forme de macchabés.*

(...)

Darmanin va-t-il nous interdire de chanter Brassens ou de nous recueillir sur sa tombe à Sète ? ●



impac

• automne 2021
CPPAP : 0715 S 07535
Dossier **SPÉCIAL**
supplément au numéro

186

INTRODUCTION / PAGE 34

Un forum qui nous galvanise

TÉMOIGNAGES / PAGE 38

Vous avez la parole

MÉDIAS / PAGE 42

Le web n'est qu'un support

FORUM 18 novembre 21
DU journalisme

Presse

**DÉFIS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES,
TECHNOLOGIQUES...**

**JOURNALISTES,
CITOYENS,
TOUS
ENSEMBLE !**

Le Livre, le Papier et la Communication
filpac cgt
COLLECTIF JOURNALISTES

Un forum qui nous galvanise

Depuis la fusion des branches professionnelles et leur extension systématique voulues par l'État, la FILPAC CGT, acteur incontournable dans la filière de la presse, voit son champ d'action s'élargir.

Pour répondre à ces fusions, de branches, de statuts et de métiers ainsi que pour bénéficier d'une vision plus globale sur les attaques patronales sur l'ensemble de la profession, elle a constitué une filière presse. En son sein se trouve rassemblés des collectifs de travail par forme de presse : presse en régions, presse magazine, presse spécialisée ; et depuis peu, le collectif journalistes. Le collectif de journalistes, dont l'idée est née d'une réflexion des rédactions de *La Tribune/Le Progrès* à Lyon et de *L'Est républicain* à Nancy, s'investit pour représenter et défendre les intérêts de tous les salariés, tant dans leur entreprise que dans les négociations de branche. Défendre les salariés sur leurs conditions de travail au quotidien et rester proches de leurs préoccupations sociales est notre cheval de bataille. Forte de ce

constat, l'un des premiers combats de la Filpac concerne les conventions collectives nationales, et notamment celle encadrant les journalistes. Jusqu'à présent, aucune instance paritaire ne se réunit pour aborder les questions sociales liées à cette profession. Résultat, la convention collective ne vit pas. La Filpac milite depuis des années pour la création d'une CPPNI (Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation) au sein de la convention collective nationale des journalistes.

UNE RÉACTION URGENTE

Depuis l'instauration des lois Travail sous le quinquennat de François Hollande, toutes les conventions collectives, pour prétendre à ce statut, devaient obligatoirement comporter plus de 5 000 salariés dans leur branche et constituer une CPPNI avant le 31 décembre 2018. Cette convention collective est donc aujourd'hui totalement illégitime ! Différentes fusions de branches rendent caduques les négociations qui se sont arrêtées. Les questions des salaires passent à la trappe. Il est urgent de réagir et c'est ce qu'entreprend la Filpac, encouragée par son collectif national fédéral de journalistes. Comment ?

Les journalistes ont un rôle à part dans nos sociétés, mais ce sont des salariés comme les autres. Avec des droits et des besoins sociaux.

En faisant pression sur les éditeurs pour la création, dans les plus brefs délais, de cette CPPNI au sein de la convention collective des journalistes. Les journalistes notamment en région ne peuvent plus être les laissés-pour-compte de grands débats parisiens. Les journalistes ont un rôle à part dans nos sociétés, mais ce sont des salariés comme les autres. Avec des droits et des besoins sociaux. Des salaires convenables et un temps de travail plus encadré ne doivent plus être considérés comme une légende urbaine.

LE RETOUR DE LA DIGNITÉ

Ces préoccupations sont revenues souvent dans les discussions pendant ce premier forum. Aujourd'hui, le journalisme fait toujours rêver et nombreux sont les candidats souhaitant épouser cette profession. Paradoxalement, les journalistes quittent de plus en plus tôt les rédactions. Désenchantés par un métier qui perd son sens sur l'autel de la rentabilité et du cynisme éditorial, les journalistes posent les stylos. La communication remplace la réflexion.

Dans le même temps, les journées s'allongent avec toujours plus de missions. Les journalistes deviennent multitâches alliant le rédactionnel, la photo, la vidéo, la gestion et l'alimentation du site internet... Le terrain et les lecteurs sont abandonnés. Finalement, la démocratie est amputée d'un de ses piliers car sans accès à une information sérieuse et indépendante, les citoyens n'ont plus les clés de compréhension pour décrypter le monde qui les entoure.

Toutes ces problématiques sont ressorties des tables rondes. Mais des notes d'espoir sont également apparues. L'envie d'un métier digne. Le désir de ne plus être seul et de se défendre ensemble. L'ambition de continuer à « planter la plume dans la plaie ». ● JD



Questions et débats...

Au fil de la journée, quantité de questions ont été débattues. Aperçu des expériences, convictions et chantiers principaux évoqués.

LA VOLONTÉ DE SERVIR

Avant tout, bien que les journalistes soient souvent déconsidérés aux yeux de l'opinion, que les statuts indignes, les salaires de misère, la dictature de l'instantanéité et de l'audience, la concentration et les pressions sur les lignes éditoriales plombent le métier, ils sont toujours nombreux à vouloir l'exercer. Ils affrontent des études longues, sélectives, coûteuses, avec un désir qu'ils mettent en avant systématiquement : servir les autres. Et lorsque certains tirent l'échelle au bout de quatre ou cinq ans, ils expliquent le plus souvent que ce n'est pas parce qu'ils étaient mal payés mais parce qu'ils voulaient réaliser des reportages, des enquêtes, alors qu'on les maintenait devant un ordinateur à réécrire une info prémâchée. Ils partent parce que « le métier est vidé de son contenu ». De grands journaux - *Le Monde* ! - n'expérimentent-ils pas déjà des robots rédacteurs !

DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES AU-DELÀ DU SUPPORTABLE

Liste non exhaustive :

Autoentrepreneurs, payés en droits d'auteur, pigistes, intermittents, CDD à répétition, correspondants locaux accomplissant un travail de rédacteur... ils sont parfois astreints aux trois-huit, comme dans l'industrie, travaillent 60 heures par semaine, sans congés payés, maladie ou maternité, ni droit au chômage... et bien sûr sans carte de presse et sans la protection qu'elle confère encore, en particulier sur les terrains de guerre. Il y a urgence à plancher sur ces questions.

L'INFO PAYANTE, ÇA PEUT MARCHER

Quelques médias, papier ou numériques, vivent bien sans investisseurs, sans pub, grâce à leurs lecteurs, fidèles... et généreux. « L'info, ça se paie ! » La confusion vient en partie de ce qu'au début du web, les journaux se contentaient de reproduire gratuitement



De grands journaux - Le Monde ! - n'expérimentent-ils pas déjà des robots rédacteurs !

sur leur site des articles déjà publiés en version papier. Aujourd'hui, on trouve normal de s'échanger des codes d'accès pour lire gratuitement une info de qualité qui demande du temps, de la vérification, du personnel... bref, qui a un coût. L'engagement, ça marche des deux côtés, journalistes et lecteurs... Ce qui est vrai pour un public éduqué l'est aussi pour un lectorat populaire en attente d'une presse de proximité non formatée. Mais les nouvelles générations accepteront-elles de payer l'info ?

LE PAPIER N'EST PAS MORT

Et pourtant... tout est fait pour que ça arrive. En plus de ce qui a déjà été évoqué plus haut, il faut mentionner le problème majeur de la distribution et du désengagement de la poste. Malgré tout, le virus papier est bien vivant, particulièrement pour la presse périodique, magazine, qui joue sur le temps long. On voit des pure players, des radios, lancer leur revue papier,

mais aussi des associations etc. Et le phénomène n'a rien d'anecdotique.

L'INVESTIGATION, AU CŒUR DU MÉTIER, LE RESTE N'EST QUE « DIVERTISSEMENT »

« L'investigation, l'enquête, c'est notre ADN. » Certes, mais ADN en piteux état, avec pressions, procès, menaces, agressions... et désormais les conséquences de la concentration des médias entre les mains des oligarques. « Celui qui paie dit ce qu'il faut écrire » et dans la foulée ce qu'il faut taire. Certains médias publient donc des révélations capitales, mais l'info n'est reprise par aucun confrère et tombe directement dans un trou noir, au désespoir de ceux qui risquent tout pour la divulguer.

ET NOS SYNDICATS DANS TOUT ÇA ?

Outre le travail engagé pour élaborer une convention collective du XXI^e siècle avec laquelle négocier des conditions de travail dignes et tisser de solides solidarités entre gens de presse, afin d'unir leurs forces, les syndicats peuvent jouer le rôle de lanceurs d'alerte, en communiquant davantage aux journalistes les informations dont ils ont connaissance, et en renforçant les partenariats à tous les niveaux. La boîte à idées est ouverte ! ● AD

En coulisses

Enfin, s'asseoir autour d'une même table... Après des semaines de visioconférence, et de discussions WhatsApp, plaisir de se voir dans la vraie vie, sans fonds d'écran exotiques, aquarium tropical ou vaisseau spatial. Venus d'un peu partout de province, les militants du collectif règlent, avec un brin de trac, les derniers détails du forum. L'heure tourne et quelqu'un cherche notre jeune webmaster : « *Il est où, Bastien ?* »

Bastien est encore en train de préparer la salle qui ne s'est libérée que tardivement. La soirée s'étire, à coups de conversations feutrées et de bouteilles d'eau minérale, comme personne n'en doute.

Le lendemain, le jour ne s'est pas encore levé, mais les mêmes sont déjà sur le théâtre des opérations, reliés à la cafetière comme des plongeurs à leur oxygène. Le plateau en scotch plus d'un sur place. Spots, grand écran qui retransmet les images en direct, connexion avec les personnes en visio, fond musical... Les connaisseurs apprécient : « *Même à FR3, on n'a pas un matos d'une telle qualité !* »

Derrière son ordinateur siglé Studio FILPAC, Bastien est aux commandes.

La salle se remplit, les cafetières se vident, les tables rondes s'enchaînent, les horaires, ô miracle, sont respectés ; à la pause des contacts se nouent, des projets s'échafaudent, l'équipe d'organisation respire. En début d'après-midi, un étudiant, se faufile, un peu intimidé mais déterminé. Il cherche un journal pour sa formation en alternance et il est venu avec sa pile de CV. Voilà un garçon bien informé, bien inspiré, avec ce qu'il faut d'audace pour laisser penser qu'il doit avoir quelques aptitudes pour le métier. Coudes sur les genoux et menton dans les mains, il ne perd pas une miette de ce que raconte Denis Robert sur l'exercice de l'investigation.

Le temps a coulé sans qu'on ne s'en aperçoive. Intervenants et participants se dispersent, tirant leur bagage à roulettes, il y a des trains à ne pas rater.

| Pour le collectif, gonflé à bloc et dans les starting-blocks pour recommencer, le prochain rendez-vous en visio est fixé (...) |

Bastien pianote toujours sur son clavier. On s'enquiert avec compassion : « *Tu vas peut-être aller déjeuner maintenant !* » Il rit : « *Oui, mais quand j'aurai rangé tout ça* », embrassant du regard le précieux matériel et l'amas de câbles enchevêtrés. Pour le collectif, gonflé à bloc et dans les starting-blocks pour recommencer, le prochain rendez-vous en visio est fixé, mais le fil WhatsApp a déjà repris du service. De l'avis de tous, c'était... une sacrée bonne journée. ● AD



“Nous ne sommes pas seuls”

Plus habituée au clavier et au carnet de notes pour son journal du Pays d'Auge à Honfleur, Delphine Revol a réussi à surmonter son trac pour animer les premières tables rondes. « *C'est une première expérience* » explique-t-elle. Gérer le temps, les invités, et faire en sorte que les discussions restent fluides n'est pas une mince affaire. « *J'ai essayé d'être détendue. Une fois commencé, je ne me suis pas posé de question. C'est du stress positif.* » Une première qui ravive un désir : « *j'ai toujours voulu faire de la radio.* ». Une certitude est née aussi : « *Nous ne sommes pas seuls. Ça fait chaud au cœur.* »

EN QUÊTE DE SENS

Le menu était copieux, « *chaque thème méritait au moins une demi-journée ! Les intervenants et les contenus étaient de très bonne qualité* ». La contrainte de temps a été réelle toute la journée, mais quand Delphine est passée du côté public pour la troisième table ronde sur l'investigation, son enthousiasme n'est pas redescendu. Bien au contraire. « *J'ai adoré. Tous les intervenants ont apporté des infos et des éclairages.* » Mener et publier des enquêtes est toujours une satisfaction. Mais en presse locale, cela demande parfois un sens particulier de l'équilibre pour ne pas confondre vie privée et publique. Il n'est pas rare de mettre en cause une personne, et de la croiser le week-end pendant une sortie familiale. Toutefois, la réelle difficulté reste la gestion du temps. « *Je fais de moins en moins d'enquête car j'ai toujours plus de travail* », regrette Delphine. Asphyxier l'agenda pour réduire la curiosité est une technique répandue. Mais attention, Delphine revient gonflée à bloc, prête à dégainer sa plume. ● JD

| Asphyxier l'agenda pour réduire la curiosité est une technique répandue. Mais attention, Delphine revient gonflée à bloc, prête à dégainer sa plume. |



Robot rédacteur, une idée à la...



Le Robot-Rédacteur, un assistant hyper performant !

ROBOT JOURNALISME

Robotisation pour la rédaction de textes, fiches, de rapports et de reportings.

Le robot aspirateur qui se faufile sous le canapé, en flanquant la peur de sa vie au chat... on en avait déjà entendu parler. Mais le robot rédacteur, évoqué lors de notre forum, c'est une surprise pour beaucoup, surtout quand on apprend quel journal de référence n'a pas honte d'y recourir : « *Au mois de mars 2015 que (Sic.) le journal Le Monde a inauguré l'usage de génération automatique de texte (GAT). Pour couvrir les résultats des élections départementales de 30 000 communes. L'intérêt ? Dégager du temps pour les journalistes afin qu'ils puissent se concentrer sur le reportage et l'enquête* » peut-on lire sur un site web consacré à l'écriture... web... avec le style qu'on remarque. « *Angle, tonalité, style d'écriture et même niveau d'humour, voilà quelques paramètres qui permettent de personnaliser la GAT, poursuit ce rédacteur, vraisemblablement déjà bien robotisé lui-même. Une fois ces critères réglés, il ne reste « plus qu'à » entrer des données de qualité, et le robot rédacteur se charge de générer du texte à votre place. Par ailleurs, une étude menée par Taylor&Francis démontre que globalement, les lecteurs humains ne font aucune différence entre un texte généré automatiquement et un texte composé par l'homme. Apparemment, même, les textes automatiques présenteraient davantage de cohérence et objectivité, notamment... »*

Elle n'est pas belle la vie ? Objectivement... le robot pétri d'humour et de cohérence n'exprime ni critique, ni émotion, ni conscience, ni surtout pleurnicherie sur ses conditions de travail ou son salaire. Cette idée est tout simplement obscène. Qu'on pense, ne serait-ce qu'aux journaux résistants, *L'Huma* et *Témoignage Chrétien* imprimés clandestinement sur les mêmes presses et diffusés au péril de leur vie par les mêmes héros discrets...

Le robot rédacteur doit être paramétré pour être poli ? Alors, ne craignons pas d'écrire que nous emmerdons le robot rédacteur, ainsi que tous ses utilisateurs. ● AD

Vous avez la parole

Ce qui a bien fonctionné, ce qu'on ne referait pas comme ça, ce qu'on a oublié ou qu'on n'a pas eu le temps d'aborder... Ce dont vous avez envie de témoigner aussi, car ce qui frappe dans vos propos, c'est avant tout la souffrance au travail qu'ils expriment.

Réactions de participants, au micro et dans la salle.

Clément Goutelle, journaliste indépendant

« Créateur de contenu ? Pourquoi la direction n'emploie plus le terme de journaliste ? »

« La journée fut riche et passionnante. La question des statuts largement étayée mérite d'être poursuivie l'année prochaine, selon moi. Car un terme est revenu de manière récurrente : celui de créateur de contenu. En PQR, la direction n'utilise plus que ce terme pour évoquer le travail journalistique auprès de ses équipes. Certains confrères l'ont repris durant cette journée. Preuve que ce terme est déjà bien ancré et que la machine est en marche. Mais qu'est-ce qu'un créateur de contenu ? Pourquoi la direction n'emploie plus le terme de journaliste ? Cela risque-t-il de remettre en cause le statut de journaliste ? Ce sont des questions qui m'interpellent. Pour l'avenir du papier, je pense qu'en 2022 il restera fort à dire à ce propos. Je pense que numérique et papier peuvent être complémentaires et que le papier a une belle carte à jouer. C'est un art de lire. Le papier a des atouts, faut-il encore les exploiter. En tout cas, nous y croyons puisque nous lançons *L'Omerta*, un journal bimestriel. Avec le projet de tirer à 35 000 exemplaires, un 12 pages en format Broadsheet (*Le Canard enchaîné*) nous souhaitons nous inviter en kiosques. Durant l'après-midi, ce fut un honneur de pouvoir débattre aux côtés de notre confrère Denis Robert. Lui, comme d'autres a mis en avant le fait que l'investigation n'amène pas toujours de suite. C'était notre intuition et c'est justement notre ambition avec *L'Omerta* : suivre les sujets et ne rien lâcher. Assis à cette table ronde, tous les journalistes étaient indépendants ou entrepreneurs (Rue89Strasbourg). L'investigation prend du temps, ceci explique certainement cela. Car laisser du temps aux journalistes n'est pas dans les priorités des rédactions actuelles, notamment dans la PQR et PHR. »

Karine Ollivier, secrétaire de rédaction, Ouest-France, Saint-Brieuc

« C'est quoi être secrétaire de rédaction en cette fin 2021 ? »

« Sur mon contrat, je suis journaliste bimédia (web et print), au poste de secrétaire de rédaction. Je suis juste entre les correspondants ou journalistes locaux et mon chef d'édition. Il y a une notion de travail en conscience dans cette fonction. Rappelée de la hiérarchie vers la base, mais rarement

jamais comptabilisé ou admis par la rédaction en chef, quand on parle de charge de travail. Soixante articles par jour, ça devient du travail à la chaîne certains jours. Au fil des années nous nous sommes adaptés au rythme, qui augmente au fur et à mesure que la journée avance vers la nuit. Au passage, notre statut de travailleurs de nuit n'est pas reconnu par l'État, en termes de pénibilité. Au fur et à mesure que nos âges augmentent, que notre vue baisse, de nouveaux logiciels à ingérer. Admettons. Il y a dix ans, nous faisons des publications internet, comme notre fonction bimédia l'exigeait, quelques têtes de page, quatre à cinq articles par jour. Par la suite, notre direction, notre rédaction en chef, ont commencé à



entendue de la base vers la hiérarchie. Nous sommes censés gérer quatre pages par jour, en moyenne. Si ça « dépasse », les réponses sont toutes faites : « Oui mais il y a de la pub », « oui mais il y a une page remontée d'un autre département », « oui mais il y a un malade », « oui mais c'est dimanche et vous êtes moins nombreux, sinon il faudrait travailler davantage de dimanches ». Téléphone avec les correspondants pas toujours contents, avec les locaux. Trois réunions d'équipe par Teams dans l'après-midi et surtout, un nombre d'articles à relire et à écrire qui n'est

« Par la suite, notre direction, notre rédaction en chef, ont commencé à nous parler en anglais : « Web first ». »

nous parler en anglais : « Web first ». Internet avant tout, mais on garde la charge de travail « print » et on empile les charges de travail, les logiciels et la charge mentale. Arrive Eidos, le logiciel parfait pour gérer tous les supports, on commence les copies-canal à tout va. Chaque SR nourrit la page internet,

pardon « la home » à longueur de travail. Et maintenant, il faut ajouter des hyperliens, ajouter des données pour améliorer le référencement. Ça ne suffisait pas, depuis quelques mois les correspondants ont été équipés d'une application similaire à la nôtre, le SR doit vérifier si l'article envoyé « mérite » d'être sur internet, ajouter tous les hyperliens qui manquent systématiquement, remettre les légendes au bon endroit, préciser des dates, écrire des messages « push » et, raccourcir drastiquement les articles pour qu'ils passent dans « le print ». Pas de souci, notre travail qui commençait à ressembler à de l'abattage, nous laissait le temps de faire notre pause repas au bout de six heures de travail consécutif. On a arrêté de manger, pas grave, si on peut espérer rentrer un peu plus tôt, on mange à 23 heures ou minuit, et alors ? Certains de nos CDD ont même plus d'une demi-heure de route, voire une heure pour rentrer chez eux. Certains titulaires aussi. On commence à avoir peur qu'ils se plantent sur la route. Les collègues sont heureux de faire valoir leurs droits à la retraite. Beaucoup comptent les années qu'il va falloir assurer dans ce contexte, avec ces rythmes de travail. Le soir, nous sommes rincés. Le week-end, quand on a que le samedi pour récupérer, c'est devenu bien trop court. Et là, bonne année 2022 ! Au vu des plannings que nous n'avons que pour les premiers mois de l'année, pour l'heure, tous les SR de tous les départements découvrent que les « tournes » de week-end s'aggravent tranquillement. Les SR sont-ils encore considérés comme des

journalistes ? Quel temps leur laisse-t-on pour faire du journalisme ? Ils sont éditeurs, ils sont contraints par des logiciels pensés pour des supports mais pas pour l'humain, avec une ergonomie visuelle catastrophique. Par ailleurs, les SR perdent du temps sur leur vie familiale, sociale, culturelle. Qu'importe, « on teste. Il nous faut encore du recul. On verra au fil de l'eau ». Les journalistes qui nourrissent le papier et internet servent de test humain depuis des années. Et alors ?

Christelle Chosset, Journaliste, l'Est Républicain
« La frontière entre la communication et le journalisme se rétrécit comme peau de chagrin »

« Ce forum a permis de mettre en lumière la plupart des choses que nous constatons au sein de nos deux entreprises. Notre direction a de plus en plus souvent recours aux CDD, certains étant parfois plus âgés que les journalistes en CDI. Ces CDD structurels durent plusieurs années avant régularisation ou non en CDI. Fatigués, épuisés, sans perspective, certains quittent le journal pour tenter de trouver mieux ailleurs. Tous ces changements ont un impact sur les salariés qui restent. Les rédactions se retrouvent désorganisées du jour au lendemain et la charge de travail ne cesse de croître pour ceux qui restent. L'arrivée du numérique et le passage en Digital First depuis bientôt trois ans au sein de nos titres a considérablement modifié notre façon de travailler. Les tâches se sont multipliées, ce qui ne

laisse plus le temps ni au SR, ni au JR de faire correctement leur travail. Le journaliste de terrain passe plus de temps à remplir des cases pour le web qu'à rencontrer des gens, il devient de plus en plus un journaliste « assis ». Le métier se vide petit à petit de son contenu et de ce qui en fait son essence même. La direction montre clairement sa priorité pour le web. Nous subissons depuis quelques semaines une baisse de pagination quotidienne (- 4 pages) justifiée par la hausse du prix et la pénurie de papier. Mais la direction a laissé entendre que cette situation pourrait perdurer jusqu'à fin 2022. Et comme chez nous du provisoire est parfois définitif... Le web représente toujours moins de 10 % du CA.

« Il est difficile ensuite de critiquer un maire ou une collectivité quand un trophée lui a été remis par le journal (...). Cela discrédite la profession. Comment faire ensuite de l'investigation ? »

La frontière entre la communication et le journalisme se rétrécit comme peau de chagrin de par la volonté de la direction. Cette dernière multiplie les opérations de type « Lauriers des Collectivités », « Trophées de l'Agriculture ». Elle entretient le flou entre les deux métiers. Elle demande à des journalistes d'écrire pour ces suppléments et de faire des articles le soir de ces cérémonies. Cela prend un temps considérable dans les rédactions, certains journalistes refusent de participer à ces manifestations mises en place par une société indépendante (Ebra Events). Il est difficile ensuite de critiquer un maire ou une collectivité quand un trophée lui a été remis par le journal, car les gens ne font pas de différence. Cela discrédite la profession. Comment faire ensuite de l'investigation ?

Myriam Guillemain, secrétaire de rédaction, Ouest-France, Rennes
« Trois clics et puis s'en va »

« Ce premier forum du journalisme a été pour moi une découverte, notamment lors de la première table



ronde. Découverte de l'étendue de la précarité dans le journalisme. Le témoignage de Romane* à ce titre est éloquent. À son écoute, je ne peux m'empêcher de penser que je fais partie des « privilégiés » puisque je suis salariée, avec des revenus réguliers. Néanmoins, la précarité se niche partout et se répand à grande vitesse et sournoisement. Comme dans tous les secteurs économiques, c'est le profit à tout prix, la recherche du moindre coût. Une entreprise ne souhaite plus rémunérer le travail, mais ses actionnaires.

La mienne ne fait pas exception même si, notre direction à Ouest-France, assure que « non, ici pas de dividendes, croix de bois croix de fer, c'est une association à but non lucratif ». Sans qu'on y prenne

« On s'aperçoit que la finalité est toujours : la suppression de postes. »

garde, à coup de « mini » réorganisations distillées au fil des mois, des années, des plans imaginés de longue date (on finit par s'en douter), on s'aperçoit que la finalité est toujours : la suppression de postes. Nous ne sommes plus que des chiffres, des moitiés d'êtres humains voire des 0,3 ou des 1,7... Mais au bout du compte, c'est toujours la même histoire : faire plus avec moins.

On nous dit : « C'est pas long, ça ne prend que quelques minutes, trois clics et puis s'en va... »

S'ensuit inexorablement une vie « dégradée ». Davantage de dimanches à travailler, une amplitude horaire qui s'élargit. Et la santé mentale, physique, en prend un coup. Un seul exemple : la vision. Un jeune collègue Web a choisi de protéger ses yeux en mettant des lunettes qui filtrent la lumière bleue, faisant cette réflexion : « Comme je sais que j'en ai pour des années sur l'écran, autant me protéger dès maintenant. » Il est censé travailler de 8 h 30 à 18 h 30, avec deux heures de repos qu'il ne prend pas, je me suis informée là-dessus. Et il finit rarement à 18 h 30. Mais c'est pas grave « c'est un travail passion » n'est-ce pas ? Et on se rend compte que tous ces jeunes ont cette vision de leur métier de journaliste : la passion. Comme c'est de la passion on ne compte pas les heures de travail.

C'est comme si le patron nous faisait une fleur. Il nous « offre » un travail « amusant », « passionnant ». La



définition de passion : un état affectif assez puissant pour dominer la vie mentale. Tout est dit non ?

Je pourrais poursuivre en disant aussi que la lutte semble difficile à mener. Il est loin le temps où l'on pouvait se rendre « physiquement » à la direction du travail pour faire valoir ses droits. Effectivement, il faudrait vraiment s'attaquer à cette convention collective des journalistes. Et faire de la FILPAC CGT un référent au même titre que le SNJ car je vois bien, ici à Ouest-France, que c'est vers ce syndicat que les jeunes se tournent.

* Romane, sous statut d'autoentrepreneur et travaillant à domicile, est intervenue en visioconférence lors du forum.

Charles-Édouard Chambon, journaliste, Le Progrès

Je tiens tout d'abord à souligner la très bonne qualité globale de l'organisation : le lieu était parfait, bien agencé et bien équipé, la diffusion sur les réseaux était bonne et, enfin, avoir proposé un buffet le midi était une excellente chose, surtout avec des tables en petits comités qui favorisaient les échanges.

Je tiens aussi à féliciter la très bonne qualité de l'animation : l'introduction était courte, mais suffisante, les questions et les transitions pertinentes. Surtout, le contenu des tables rondes a permis de dresser un portrait de la réalité de la presse aujourd'hui. J'ai beaucoup apprécié les interventions de Jean-Marie Charon, de Patrick Malleval, de Caroline Constant, de la journaliste de *Siné Mensuel*, du témoignage de la première table ronde et l'ensemble de la dernière table ronde.

J'ai aussi trouvé très intéressants d'avoir invité des personnes qui proposent des fonctionnements alternatifs, comme François de Monès ou celui qui était responsable d'un groupement d'employeurs dans la première table ronde. Bref, à mon sens, le profil des intervenants était varié. On peut toutefois regretter l'absence d'une ou d'un correspondant local de presse, d'une personne du monde la PHR (exception faite de Delphine Revol à l'animation) et de journaliste de presse mag. En particulier une ou un ancien de chez Reworld.

Si les thèmes me semblaient vastes, chacun d'entre eux mérite d'être celui d'un forum, ils couvraient un vaste pan du monde de la presse.

Pour un premier forum, il est bien d'avoir traité la question de façon globale. Toutefois, les futurs éditions mériteraient, à mon sens, d'avoir des thèmes plus précis, mais plus développés.

Enfin, j'ai grandement apprécié la conclusion de Pascal Lefebvre. Cela fait très longtemps que je n'avais pas vu une conclusion aussi pertinente et engagée. En quelques minutes, il a parfaitement retranscrit l'intégralité de la journée. ● Propos recueillis par AD



Un métier désenchanté

La profession de journaliste vit avec des paradoxes. Elle continue de faire rêver, malgré le regard très critique des citoyens. Elle attire toujours autant, mais les carrières sont de plus en plus courtes. Perte de sens et précarisation deviennent synonymes de journalisme.

Didier Guyot (3e consultants) et Patrick Malleval (Secafi) mènent régulièrement des audits dans les entreprises de presse, principalement en presse régionale. Pour eux, ce désenchantement résulte d'une érosion subtile du métier de journaliste. Ce qui semblait un détail sémantique devient un chamboulement professionnel. La production de contenus remplace les articles de fond. « Cette notion n'est pas neutre, pour Patrick Malleval, cela signifie un déplacement de valeurs du métier. Cela risque de produire une relégation de la rédaction au niveau du service marketing ». Cette analyse est partagée par Didier Guyot. Pour lui, les dirigeants entretiennent un « floutage de la frontière avec le publipostage, celui-ci étant « plus juteux » ».

La communication prend ses marques

Les journaux ne sont plus seulement des titres de presse, mais deviennent des marques à part entière. Résultat : sur un territoire où leur notoriété est réelle, la PQR comme la PHR multiplient les partenariats, à grand renfort de cahiers spéciaux et/ou articles dédiés. L'objectif reste de maquiller la publicité sous forme d'articles de presse, avec le sérieux et l'honnêteté dont ils donnent l'image. Très peu de titres locaux échappent à cette mode qui s'installe durablement dans les rédactions. Dans le même temps, les parts de vente de publicité s'amenuisent. « Il y a vingt ans, se souvient Patrick Malleval, la publicité représentait la moitié du chiffre d'affaires. Aujourd'hui, cela tourne entre 15 et 25 % ». Cette donnée ne prend cependant pas en compte la vente de ces partenariats. Avec les sites internet des journaux, ils explosent. Il n'est pas rare de pouvoir télécharger l'intégralité d'un numéro gratuitement depuis le site, avec à l'intérieur, le cahier spécial d'un annonceur, qu'il soit salon de l'habitat, ou remise des trophées des meilleurs artisans. Tout le monde semble gagnant dans cette histoire. L'annonceur voit sa communication démultipliée. Le

journal génère, non seulement plus de clics et de téléchargements, mais il peut aussi valoriser la vente des autres espaces de pub par cette visibilité supplémentaire. En revanche, l'intérêt réel de l'information et la mission des journalistes sont mis de côté.

Copier-coller

Cette volonté de privilégier la communication face à l'information se traduit également par le syndrome du « mouton ». Les contenus des journaux se ressemblent beaucoup. En cause : la recherche d'économies. Il y a trente ans, il n'était pas rare qu'un titre local possède son correspondant à Paris pour suivre les affaires nationales. Quand le mur de Berlin est tombé, de nombreuses rédactions locales avaient dépêché leurs correspondants spéciaux sur place. Un luxe aujourd'hui remplacé par la reprise d'une dépêche AFP ou toute autre agence. Une économie d'argent et de temps. L'article est mis en page ou en ligne après quelques copier-coller bien sentis. L'information s'uniformise en devenant aseptisée, évitant les vagues. « La substitution, plus ou moins prononcée, d'un travail d'investigation par un travail de consommation/reproduction d'articles et notes d'agence (AFP, Reuters...) sous pression de la recherche d'économies » devient la norme, selon Didier Guyot. Ces pertes de sens du travail de journaliste expliquent, en partie, le désenchantement professionnel.

Le soleil brille

Comme pour enfoncer le clou, ou plus exactement la tête sous l'eau de ceux qui rêvent encore d'un journalisme vital pour la démocratie, cette perte de sens s'accompagne d'une précarisation galopante. Pour Patrick Malleval, c'est « une double peine ». La polyvalence demandée par le bimédia a été vendue sous couvert d'une réduction de la masse de travail, notamment sur la mise en page. « Dans le même temps, la baisse d'effectifs a conduit à l'inverse » déplore l'expert. La tête dans le guidon en permanence permet d'éviter de réfléchir. « Les journalistes ne font plus le journal, mais ils font ce qu'on leur demande de faire. Jusqu'où ce phénomène ira-t-il ? Je n'en sais rien. Mais c'est un vrai motif d'inquiétude. En tout cas, je ne suis pas sûr que cela prenne un bon chemin » remarque Patrick Malleval. Didier Guyot, pour sa part, estime qu'il « n'existe pas de stratégie réfléchie et/ou planifiée de précarisation, sauf cas extrême où l'actionnaire change de modèle et à besoin de faire « craquer » le collectif de travail ». George Orwell en 1944, dans l'hebdomadaire *la Tribune*, apportait un autre éclairage. La presse « est aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser ». Pour accompagner cette tendance, les communicants « ont donc tout intérêt à maintenir un état d'esprit, « le soleil brille », qui incitera les gens à dépenser de l'argent. L'optimisme est excellent pour le commerce, et davantage de commerce signifie davantage de publicité. » Toute ressemblance avec la réalité n'est, malheureusement, pas fortuite. ● JD



Le web n'est qu'un support

Et si la simplicité dans l'approche d'internet permettait de trouver des solutions ? C'est en tout cas le pari de Caroline Constant, cheffe de la rubrique médias à *L'Humanité*.

Pendant le premier confinement, le réseau de distribution Prestalis était mal en point. Caroline Constant suit ce dossier depuis plusieurs années et connaît bien les différents interlocuteurs : « *J'ai fait des papiers de fond* » explique la cheffe de la rubrique médias à *L'Humanité*. *Un collègue couvrait les manifs pour le site. C'était complémentaire, formidable !* » Pour elle, pas de doute, le web est un plus : « *Ce support est un nouveau terrain de jeu.* » C'est vrai qu'internet n'est qu'un support, permettant de multiplier les initiatives, tant éditoriales que techniques. Le problème n'est pas le site web, mais bien les moyens mis à disposition par les patrons de presse pour l'alimenter. Caroline enfonce le clou : « *Il faut embaucher des journalistes. Des rédacteurs, des secrétaires de rédaction, des correcteurs ! Il faut le faire, car l'information c'est du temps !* »

L'erreur de la gratuité

Pour le web, comme le papier, ou encore l'audiovisuel, sortir une information sérieuse demande un travail de terrain, des vérifications, des connaissances... Mais, pour cela il faut aussi des moyens financiers. Là encore, pour Caroline, le problème est pris à l'envers. Avec des

articles sérieux et des vidéos de qualité, la presse gagnerait en crédibilité et donc en lecteurs : « *Il existe un public pour tout. Les plus jeunes préféreront peut-être une vidéo à un long article. Mais il faut aussi pouvoir atteindre ce public.* » *L'Humanité* a été précurseur sur internet « *notamment pour y mettre nos archives* » précise Caroline Constant. *L'Humanité*, comme de nombreux titres de presse, a commis une erreur à l'époque des premiers soubresauts d'internet. Tout était gratuit ! Depuis quelque temps, le rétropédalage est enclenché : « *Il est normal de payer une information. Il faut rémunérer les salariés.* » *L'Humanité*, encore placée sous le contrôle du tribunal de commerce, n'a pas une grande marge de manœuvre. Charge

“(...)*L'instabilité du journaliste donne des papiers moins intéressants.*”

aux journalistes de se démultiplier. « *Nous n'avons pas de rédaction web dédiée à proprement parler* » explique Caroline. Heureusement, la situation à *L'Humanité* n'a rien à voir avec le quotidien de certains journalistes, notamment de PQR, qui doivent jongler entre les photos, les vidéos, la mise en

ligne, puis la mise en page... et quand ils ont cinq minutes, peuvent s'occuper du référencement pour que Google mette bien en avant leur entreprise.

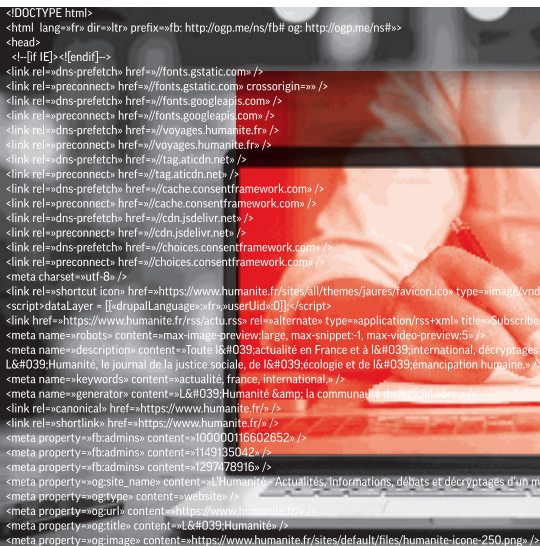
Un constat qui a agacé la journaliste, pendant le forum de la FILPAC : « *On leur demande tout et n'importe quoi ! L'instabilité du journaliste donne des papiers moins intéressants.* » Elle poursuit : « *La question n'est pas d'avoir un outil supplémentaire, mais de savoir comment on l'habille.* » De son côté, elle déborde d'idées et d'envies, « *J'aimerais bien passer derrière la caméra ou faire une formation de radio pour mettre en ligne des podcasts* », mais le temps lui manque.

La qualité avant tout

Pour l'instant, elle se concentre principalement sur le papier, en prêtant quelquefois sa plume au web. Elle-même est abonnée aux *Jours* et au site d'Arrêt sur image. Ces deux sites internet sortent des standards avec de très longs articles en épisodes, et de longues vidéos. Une preuve supplémentaire que l'information sur le web se construit. Les règles voulant absolument que les vidéos et les textes soient courts ne sont pas universelles. Les lecteurs, quelle que soit leur génération, cherchent avant tout une information de qualité. ● JD

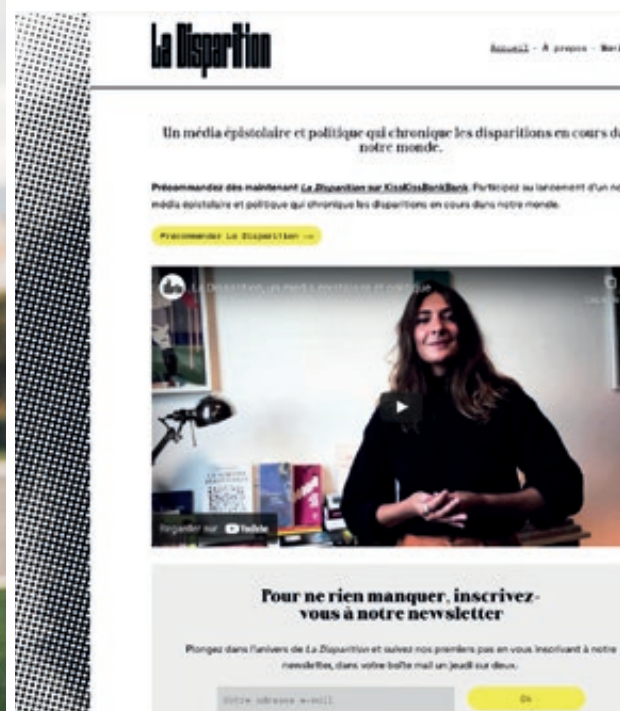
LES RÉSEAUX SOCIAUX POUR RESTER PROCHE DES LECTEURS ?

Bien avant l'arrivée de Facebook ou de Twitter, les lecteurs de *L'Humanité* avaient leurs réseaux sociaux. En compagnie des *Amis de L'Humanité* et de la *Société des lecteurs de L'Humanité*, ils peuvent échanger avec la rédaction. La Fête de l'Huma permet aussi ce genre de discussions. Alors, qu'apportent les réseaux sociaux à la rédaction de *L'Humanité* ? Pas grand-chose de plus, d'autant que sous les articles de *L'Huma dimanche*, l'adresse mail du rédacteur est précisée. « *On reçoit beaucoup de mails, explique Caroline Constant. Récemment, une dame m'a écrit pour me dire que nous en faisons beaucoup trop sur les violences faites aux femmes. C'est intéressant, ça permet de débattre.* » Nul besoin de lever le pouce pour approuver !



```
<!DOCTYPE html>
<html lang="fr" dir="ltr" prefix="fb: http://ogp.me/ns/fb# og: http://ogp.me/ns#">
<head>
<!--[[[ E]]-->
<link rel="dns-prefetch" href="//fonts.gstatic.com/" />
<link rel="preconnect" href="//fonts.gstatic.com" crossorigin="*" />
<link rel="dns-prefetch" href="//fonts.googleapis.com/" />
<link rel="preconnect" href="//fonts.googleapis.com" />
<link rel="dns-prefetch" href="//voyages.humanite.fr/" />
<link rel="preconnect" href="//voyages.humanite.fr/" />
<link rel="dns-prefetch" href="//tag.atcdn.net/" />
<link rel="preconnect" href="//tag.atcdn.net/" />
<link rel="dns-prefetch" href="//cache.consentframework.com/" />
<link rel="preconnect" href="//cache.consentframework.com/" />
<link rel="dns-prefetch" href="//cdn.jsdelivr.net/" />
<link rel="preconnect" href="//cdn.jsdelivr.net/" />
<link rel="dns-prefetch" href="//choices.consentframework.com/" />
<link rel="preconnect" href="//choices.consentframework.com/" />
<meta charset="utf-8" />
<link rel="shortcut icon" href="https://www.humanite.fr/sites/all/themes/jaures/favicon.ico" type="image/vnd.microsoft.icon" />
<script data-layer="[[[drupalallanguage]]" fr="user|id=0]]">
<script>
<link href="https://www.humanite.fr/rss/actu.rss" rel="alternate" type="application/rss+xml" title="Subscribe to recent articles." />
<meta name="robots" content="max-image-preview:large, max-snippet:-1, max-video-preview:5" />
<meta name="description" content="Toute l'actualité en France et à l'international, décryptages et débats. L'Humanité, le journal de la justice sociale, de l'écologie et de l'émancipation humaine." />
<meta name="keywords" content="actualité, france, international." />
<meta name="generator" content="L'Humanité & la communauté de médias indépendants." />
<link rel="canonical" href="https://www.humanite.fr/" />
<link rel="shortlink" href="https://www.humanite.fr/" />
<meta property="fb:admins" content="10000116002652" />
<meta property="fb:admins" content="1149135042" />
<meta property="fb:admins" content="129778916" />
<meta property="og:site_name" content="L'Humanité - Actualités, informations, débats et décryptages d'un média indépendant." />
<meta property="og:type" content="website" />
<meta property="og:url" content="https://www.humanite.fr/" />
<meta property="og:title" content="L'Humanité" />
<meta property="og:image" content="https://www.humanite.fr/sites/default/files/humanite-icone-250.png" />
```


3 questions à François de Monès, cofondateur de *La Disparition*



C'est quoi, *La Disparition* ?

La Disparition est un média épistolaire et politique qui chronique les disparitions en cours dans notre monde. Tous les quinze jours, nos abonnés reçoivent une lettre, une vraie en papier, directement dans leur boîte aux lettres. À l'intérieur de l'enveloppe, un long texte qui raconte l'histoire d'une disparition comme si vous y étiez, signé par une ou un journaliste, une autrice, un auteur. Pas un média réac du genre « *c'était mieux avant* », mais des textes de fiction et de non-fiction pour inventorier ce qui disparaît et ainsi comprendre un peu mieux le monde futur qui se dessine. Mais aussi une carte postale pour illustrer le sujet, un nota bene pour ouvrir des pistes de réflexion, de la BD et des mots croisés.

Tu es jeune et tu crois au papier...

Il est illusoire de vouloir lutter contre le numérique dans la presse quotidienne ou d'actualité chaude. En revanche, je suis persuadé de l'importance de la presse papier pour véhiculer certains concepts originaux. Pour

**| Le papier est un
choix politique et
éditorial en soi. |**

La Disparition, il était impensable de parler de « disparition » sur internet alors que la presse papier est en train de disparaître. Le papier est un choix éditorial et politique en soi. Il faut assumer ce qu'il a de radicalement opposé au web : une beauté plastique, la possibilité de le conserver, une temporalité plus longue...

Avec quel état d'esprit es-tu ressorti de ce forum ?

Le forum a permis des échanges passionnants, notamment sur la précarité chez les journalistes, situation que je vis depuis ma sortie d'école. Les débats ont parfaitement montré l'importance d'agir à tous les niveaux pour assainir les pratiques et permettre aux journalistes de faire correctement leur travail. ●
Propos recueillis par AD



La Disparition :
<https://ladisparition.fr/>

Menaces sur l'investigation

Le journalisme d'enquête est bien vivant ! Pourtant, nos dirigeants font tout pour braconner dans cet espace indispensable à nos libertés publiques et démocratiques. Entre le secret-défense, le secret des affaires, et la chasse aux sources des journalistes, leur imagination semble sans borne. Heureusement, certains journalistes ne baissent pas leur stylo.



Dernier exemple en date : *Disclose* révèle, à coups de notes estampillées « *secret-défense* », comment la France, sous couvert de lutte contre le terrorisme, aurait aidé l'Égypte à se débarrasser de civils, le long de la frontière avec la Libye. En toile de fond, la vente d'avions Rafale. Quand cette enquête, fouillée, argumentée, et documentée est sortie, étrangement peu de reprises médiatiques, à part dans *le Monde*. Les politiques, pourtant si prompts à se lancer sur le moindre dossier, ne se sentent même pas concernés. Est-ce parce que cette histoire commence sous le quinquennat de François Hollande et continue sous Emmanuel Macron ?

« *Il n'y a plus de pensée de l'État, s'insurge Jean-Pierre Canet, coauteur de cette enquête. C'est gravissime, c'est le cynisme de notre époque. Tout le monde se complaît dans la bêtise et la paresse* ». Le journaliste, qui a cofondé aussi *Cash investigation* et a été rédacteur en chef d'*Envoyé spécial*, connaît bien son travail et sait pertinemment le retentissement que devrait provoquer ce type de révélations. Son but reste de donner aux citoyens un maximum de

clés de compréhension. Mais sans reprise médiatique, un coup d'épée dans l'eau...

« À quoi bon ? »

Cette léthargie journalistique agace aussi Denis Robert. Le fondateur de *Blast*, durant le forum du journalisme, expliquait ne pas comprendre pourquoi, après plus d'une quinzaine d'articles sur la guerre en Libye et l'influence du Qatar, pas ou peu de médias avaient repris ses infos. À croire qu'il est plus simple de dénoncer l'inintelligence d'Hanouna, ou de pérorer pendant des jours sur le doigt d'honneur d'un candidat fasciste. En revanche, quand notre république apparaît potentiellement complice d'un crime, cela semble ne pas émouvoir grand monde. Jean-Pierre lance un triste « *à quoi bon ?* ». Il y a de quoi devenir fataliste, et penser à poser le stylo pour épouser une vie moins stressante. Sans la crainte d'une perquisition de son bureau ou de son domicile.

« Une dérive réelle dans le fonctionnement de l'État »

Les révélations de *Disclose* ont quand même eu un écho : le ministère de la Défense a ouvert une enquête pour atteinte au secret-défense ! Le parquet de Paris lui aussi a semble-t-il ouvert une enquête qu'il aurait confiée à la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure), mais, à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons eu aucun retour de sa part. Jean-Pierre Canet connaît la musique : « *La chasse aux sources commence. Rien de nouveau sous le soleil !* » Une routine à laquelle il reste difficile de s'habituer. Dès 2019, plusieurs médias comme *Disclose* (déjà) ou la cellule investigation de Radio France avaient reçu une convocation de la DGSI. Ils étaient repartis avec un rappel à la loi, après des révélations sur la vente d'armes par la France au Yémen. « *Il existe une dérive réelle dans le fonctionnement de l'État français* » insiste le journaliste. Un phénomène récurrent depuis les attentats de 2001. « *Bien sûr qu'il faut lutter contre le terrorisme. bien sûr que le secret défense pour un Etat est légitime, mais il ne l'est plus quand il est trop large* reconnaît Jean-Pierre Canet, *mais des docs sont classés sans raison. C'est la boîte noire de notre démocratie* ». Ce n'est pas une formule toute faite pour garantir un bel effet de manche. Ainsi,

de nombreuses affaires sont couvertes par le secret-défense. La liste est longue mais on peut citer par exemple le dossier du juge Borrel, retrouvé mort à Djibouti. L'affaire Boulin, ministre du Travail, noyé dans une flaque d'eau... Ou encore la mort de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, nos deux confrères de RFI, au Mali en 2013. Etc. Bref, le secret-défense a les épaules larges. À tel point que cet été, est passée, discrètement, une loi refermant les archives du secret-défense au-delà des cinquante années. Ou plus exactement, leur ouverture ne sera plus automatique. « *Cela concerne les historiens, les sociologues, et les journalistes* » explique Jean-Pierre Canet. Quand Zemmour enchaîne les inepties historiques, notamment sur la guerre d'Algérie, fonder sa réponse sur des documents des archives stoppe le débat. Mais aujourd'hui ce n'est plus possible.

Contre vents et marées

Autre obstacle juridique dans les enquêtes : le secret des affaires. Il fonctionne sur la même logique que le secret-défense, mais concerne les entreprises. Dès qu'un journaliste s'intéresse de trop près à l'arrière-cuisine d'une société, le « *secret des affaires* » est brandi. Entraînant, quasiment automatiquement, une condamnation du média. Le magazine *Challenges*, que l'on ne peut pas accuser de proximité avec les syndicats ou les salariés, en a fait les frais dès 2018. Après un article expliquant les difficultés de Conforama, la chaîne de magasins attaque *Challenges* et obtient de la justice le retrait de l'article et une amende de 10 000 euros. Pourquoi ? La révélation de ce secret des affaires pouvait déstabiliser le groupe. De ce fait, pour la justice, les journalistes ne sont que de vulgaires espions économiques. Et tant pis si la presse peut aussi avertir les salariés comme les clients ! Heureusement, les enquêtes arrivent encore à sortir. Malgré les risques et les difficultés à trouver des supports préférant garder leurs valeurs plutôt que de rejoindre le troupeau. Même si Jean-Pierre Canet, Denis Robert, et tant d'autres peuvent se sentir désabusés par moments, la curiosité reste inscrite dans leur ADN. L'envie de savoir pour dénoncer reste plus forte. Le désir de ne jamais se résigner devant une société n'arrivant plus à se trouver. ● JD

Ensemble, défendons la presse

Pour ce premier forum sur le journalisme, chaque table ronde aurait nécessité deux jours de débats. Nous avons tellement de choses à creuser et à partager ! Nous sommes très satisfaits d'avoir pu organiser ce forum, dont la réussite doit beaucoup à celles et ceux qui l'ont préparé, le collectif de journalistes au sein de la FILPAC.

Nos invités, tout au long de cette journée, étaient passionnés et passionnants. Plusieurs pistes de travail s'ouvrent maintenant devant nous, pour notre activité syndicale. D'abord, sortir de notre confort, et apprendre à nous positionner comme lanceurs d'alerte, rendre publique la chose sociale et dénoncer tout ce qui se passe dans le monde du travail aujourd'hui. Nos communications sont encore trop confidentielles. Nous nous adressons avant tout aux travailleurs, ce qui est normal, mais nous devons parler à tous les citoyens.

Faire converger les forces

En ce qui concerne la Filpac, ce forum nous incite à poursuivre le travail au sein du collectif de journalistes. Nous devons l'amplifier. Tout au long de cette journée, beaucoup de confrères de la presse régionale se sont déplacés ou nous ont accompagnés en visio : des camarades de *Nice-Matin*, de *la Provence*, de *la Marseillaise*, de *Sud-Ouest*, de *l'Est Républicain*, du *Progrès*, de la PHR, de la presse spécialisée comme *Que choisir*, etc. Aujourd'hui, la question de l'information, du statut des journalistes et de leur travail, nécessite que la CGT dans son ensemble, c'est-à-dire le SNJ-CGT, la FILPAC, la fédération du spectacle et de la culture, fassent converger leurs forces pour être représentatifs et défendre ce métier. Jean-Marie Charon nous a rappelé que 40 % des jeunes quittent la profession avant sept ans, parce qu'ils ne se retrouvent pas dans ce métier, tel qu'ils l'avaient imaginé. S'ils consacrent tant d'énergie à leur formation, c'est bien parce qu'ils aspirent à travailler comme les journalistes invités à notre troisième table ronde, Denis Robert ou Pierre France...

Ils veulent se sentir utiles pour la société et les citoyens. Malheureusement, leurs publications les réduisent à un rôle de soutiers, cantonnés à réécrire des brèves. Ils deviennent alors les

nouveaux manœuvres de la presse. Quelle déception ! Leurs rêves, leurs espoirs, leur énergie, se brisent contre le diktat des cost-killers à la tête de ces titres.

La presse a un avenir !

Fatalement, ces journalistes partent. Le nombre de cartes de presse chute de plus de 10 % depuis plusieurs années, et

| Nous nous adressons avant tout aux travailleurs, ce qui est normal, mais nous devons parler à tous les citoyens. |

cela ne signifie nullement une marque de désintérêt pour la profession. Il va donc falloir nous battre pour que la mission des journalistes puisse être remplie. Il faudra aussi nous opposer à ces contrôleurs de gestion qui asphyxient l'information. Ils entravent la liberté d'expression et d'information dans les colonnes des journaux. Il s'agit pour nous d'un combat syndical majeur. Notre fédération doit intégrer dans sa réflexion revendicative, tout le corpus de ce que représente aujourd'hui une entreprise de presse. Avec, au premier chef, la rédaction. La presse régionale, comme les autres formes de presse, a un avenir, à condition de changer aujourd'hui les modèles de gestion et les modèles économiques. C'est une tâche revendicative et syndicale que nous allons mener ensemble. Le libre accès à l'information pour les citoyens est un combat noble et nécessaire. Redonnons à la presse et aux journalistes le droit à la dignité dans le travail. ● PL





instantanés



de forum...





Fédération des travailleurs
des industries du Livre,
du Papier et de la Communication CGT



CONGRÈS

www.filpac-cgt.fr



filpac cgt



**Solidaires et
acteurs de**

POUR UN
SYNDICALISME
DE CONQUÊTES
SOCIALES



notre avenir



Île de Ré
4-8 avril 2022